



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 16 NOVEMBRE, 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3513

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 14 novembre 1901.

Le trente-unième jour d'octobre mil neuf cent un, Cyrille F. Delâge, écuyer, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral de Québec.

L. G. DESJARDINS,

4269 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du cinq novembre courant 1901, de nommer MM. Ernest Desrosiers, avocat, et William Frederick Ritchie, un de nos conseillers en loi, de la cité de Montréal, conjointement commissaires des incendies dans la dite cité de Montréal.

4223

M. l'abbé Nazaire Dubois, docteur en théologie, de la cité de Montréal, principal de l'Ecole Normale Jacques-Cartier.

4225

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 16th NOVEMBER, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3514

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 14th November, 1901.

The thirty-first day of October, one thousand nine hundred and one, Cyrille F. Delâge, esquire, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Quebec.

L. G. DESJARDINS,

4270 Clerk of the Crown in Chancery.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fifth of November instant, 1901, to appoint Messrs. Ernest Desrosiers, advocate, and William Frederick Ritchie, one of our counsel learned in the law, of the city of Montreal, joint fire commissioners for the city of Montreal.

4224

The Revd. Abbé Nazaire Dubois, doctor in theology, of the city of Montreal, principal of the Jacques Cartier Normal School.

4226

Proclamation

Canada
Province of }
Québec }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.
A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEIZIEME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-SIXIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUATRIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3117

Avis du Gouvernement

No 1170.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Saint-Ignace-de-Stanbridge", comté de Missisquoi, les lots suivants du cadastre du canton Stanbridge, savoir : Nos 1435 jusqu'à 1442

Proclamation

Canada,
Province of }
Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c.
To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SIXTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SIXTEENTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now Know Ye, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this FOURTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

3118

Government Notices

No. 1170.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of "Saint Ignace de Stanbridge," county of Missisquoi, the following lots of the cadastre of the township Stanbridge, to wit : Nos.

inclusivement, 1447 jusqu'à 1454 inclusivement, et les lots 1456, 1457 et 1462 ;

De la municipalité scolaire de "Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge", dans le même comté, les lots suivants du cadastre du dit canton Stanbridge, savoir : Nos 937 jusqu'à 959 inclusivement, le No 963, Nos 1400 jusqu'à 1419 inclusivement, 1422 jusqu'à 1434 inclusivement ;

De la municipalité scolaire de la paroisse de "Saint-Romuald-de-Farnham", dans le même comté, les lots suivants du cadastre de Saint-Romuald-de-Farnham, savoir : Nos 27, 28, 29, 36, 38, 39, 40, 41, 43 jusqu'à 50 inclusivement, Nos 52, 54, 56, 59 jusqu'à 76 inclusivement, et aussi le No 88 ;

De la municipalité scolaire de Saint-Alexandre, comté d'Iberville, les lots suivants du cadastre de Saint-Alexandre, savoir : Nos 42 jusqu'à 59 inclusivement, 61 jusqu'à 77 inclusivement, 79, 80, 81, 82, les lots Nos 85 jusqu'à 91 inclusivement ;

De la municipalité scolaire de "Sainte-Brigide", comté d'Iberville, les lots suivants du cadastre de Sainte-Brigide d'Iberville, savoir : Nos 362 à 377 inclusivement, plus Nos 506 à 533 inclusivement.

Et ériger le territoire ci-dessus désigné en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Sainte-Sabine".

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

4235

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Armand.

Rang B.

Lot 13, à Prud. Proulx.

Lot 14, à W. H. Smith.

Canton Adstock.

7e rang.

 $\frac{1}{2}$ N. E. du lot 20, à Jos. Poulin. $\frac{1}{2}$ S. E. du lot 21, à Jos. Poulin.

Lots 30 et 31, du 8e rang, à Archélas Bolduc.

Canton Lambton.

 $\frac{1}{2}$ S. E. du lot 22, du 6e rang, à Chs. Labreque.

Canton Mergermette N.

Lot 4, du 6e rang, à J. Bte Laroque.

Canton Ashburton.

6e rang.

Lot 5, à Adélar Morin.

 $\frac{1}{2}$ N. E. du lot 6, à Jos. Boilard. $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 6, à Adélar Roy.

Lot 7, à Edmond Labreque.

Lot 8, à Albert Cloutier.

E. E. TACHÉ,

Sous ministre.

Département des Terres,

Mines et Pêcheries.

Québec, 16 novembre 1901.

4271

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit : Dans la Gazette du Canada et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y parait pas de journal, alors la publication doit se faire dans un

1435 to 1442 inclusively, 1447 to 1454 inclusively, and lots 1456, 1457 and 1462 ;

From the school municipality of "Notre Dame des Anges de Stanbridge", in the same county, the following lots of the cadastre of the said township Stanbridge, namely : Nos. 937 to 959 inclusively, lot No. 963, Nos. 1400 to 1419 inclusively, 1422 to 1434 inclusively ;

From the school municipality of the parish of "Saint Romuald de Farnham", in the same county, the following lots of the cadastre of Saint Romuald de Farnham, namely : Nos. 27, 28, 29, 36, 38, 39, 40, 41, 43 to 50 inclusively, Nos. 52, 54, 56, 59 to 76 inclusively, and also No. 88 ;

From the school municipality of Saint Alexander, county of Iberville, the following lots of the cadastre of Saint Alexander, namely : Nos. 42 to 59 inclusively, 61 to 77 inclusively, 79, 80, 81, 82, lots Nos. 85 to 91 inclusively ;

From the school municipality of Sainte Brigide, county of Iberville, the following lots of the cadastre of Sainte Brigide d'Iberville, namely : Nos. 362 to 377 inclusively, also 506 to 533 inclusively.

To erect the territory hereinabove described into a distinct school municipality by the name of "Sainte Sabine".

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

4236

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Armand.

Range B.

Lot 13, to Prud. Proulx.

Lot 14, to W. H. Smith.

Township Adstock.

7th range.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 20, to Jos. Poulin.S. E. $\frac{1}{2}$ of lot 21, to Jos. Poulin.

Lots 30 and 31, of 8th rang, to Archélas Bolduc.

Township Lambton.

S. E. $\frac{1}{2}$ of lot 22, of 6th range, to Chs. Labreque.

Township Mergermette N.

Lot 4, of 6th range, to J. Bte. Laroque.

Township Ashburton.

6th range.

Lot 5, to Adélar Morin.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 6, to Jos Boilard.S. O. $\frac{1}{2}$ of lot 6, to Adélar Roy.

Lot 7, to Edmond Labreque.

Lot 8, to Albert Cloutier.

E. E. TACHÉ,

Deputy minister.

Department of Lands,

Mines and Fisheries

Quebec, 16th November, 1901.

4272

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz : In the Canada Gazette and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure ; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next

journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française. La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition. Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

JNO. G. BOURINOT,
Greffier de la Chambre des Communes.
4217

RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.
4219

EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

nearest county, district or territory in which a newspaper is published. In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the English and French languages. All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition. Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

JNO. G. BOURINOT,
Clerk of the House of Commons.
4218

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.
4220

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Resolu.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

4221 JOHN GEORGE BOURINOT,
Greffier des Communes.

No 982.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Dissolution de la dissidence de la municipalité scolaire de "Cameron," comté d'Ottawa.

Ordre en conseil du 5 novembre 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil d'ordonner, qu'attendu que les syndics dissidents de la municipalité de Cameron, dans le comté d'Ottawa, ont laissé passer une année sans avoir une école, soit dans leur propre municipalité, soit conjointement avec d'autres syndics dans une municipalité voisine, et qu'ils n'ont pas mis la loi scolaire à exécution, et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, et de déclarer que la corporation des syndics des écoles dissidentes pour la dite municipalité de Cameron, dans le dit comté d'Ottawa, est dissoute, et elle est par les présentes dissoute, en conformité au statut en tel cas fait et pourvu. 4169-2

No 578.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Kingsey Falls, comté de Drummond, les lots Nos 2 et 3, la moitié sud-ouest du lot No. 4, le quart sud-ouest du lot No 5, la moitié sud-ouest du lot No 6, le quart sud-ouest du lot No 7, la moitié sud-est de la moitié sud-ouest du lot No 8, du IXe rang de Kingsey, dans le dit comté, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Kingsey."

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902.

4155-2

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

Resolved.—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

4222 JOHN GEORGE BOURINOT,
Clerk of the Commons.

No. 982.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Dissolution of the dissentient school corporation of "Cameron," in the county of Ottawa.

Order in council of the 5th of November, 1901.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to order, that whereas the dissentient trustees of the municipality of Cameron, in the county of Ottawa, have allowed a year to elapse without having any school, either in their own municipality, or jointly with other trustees in an adjoining municipality, and have not put the school law into execution, and do not take any steps to obtain schools, to declare that the corporation of the trustees of the dissentient schools for the said municipality of Cameron, in the said county of Ottawa, is dissolved, and it is hereby dissolved, the whole pursuant to the statute in such case made and provided. 4170

No. 578.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundary of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Kingsey Falls, county of Drummond, lots Nos. 2 and 3, the south west half of lot No. 4, the south west quarter of lot No. 5, the south west half of lot No. 6, the south west quarter of lot No. 7, the south east half of the south west half of lot No. 8, of the IXth range of Kingsey, in the said county, and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Kingsey."

This annexation, if it is authorized, will come into effect on the 1st July next, 1902.

4156

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou par toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de sont déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enacting any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the

officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et on sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE.

3509

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privées relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le rearpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

3510

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act.—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

8. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

"Les bills pour incorporer des villes ne doivent contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront révisés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

3. Such Notice of shall be continued, in h case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the english of french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in english and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

" Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) " Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) " Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

3511

Greffier de l'Assemblée Législative.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) " Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) " A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,

3512

Clerk of the Legislative Assembly

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que les médecins J. G. Adami, George E. Armstrong, Alfred T. Bazin, H. S. Birkett, F. Buller, J. M. Craik, J. M. Elder, Wm. Gardner, Sir William Hingston, J. M. Jack, H. A. Lafleur, F. A. Lockhart, F. G. McCarthy, James Perrigo, F. J. Shepherd et J. W. Stirling, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte les incorporant sous le nom de "The Montreal-Medico Churgical Society", dans le but de promouvoir l'avancement de la science médicale et chirurgicale par tous les moyens qu'ils jugeront avantageux et opportuns, et aussi pour le maintien d'une bibliothèque médicale.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 13 novembre 1901. 4261

Avis public est par le présent donné que Herbert Alexander McCrea, de Hemmingford, dans le canton de Hemmingford et comté de Huntingdon, dans la province de Québec, chirurgien dentiste, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé, autorisant l'association des dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, et accorder au dit Herbert Alexander McCrea un certificat de chirurgien dentiste licencié dans la dite province, après examen requis par la dite association des dentistes.

CATE, WELLS & WHITE,

Procureurs du dit Herbert Alexander McCrea.
Daté, 21 octobre 1901. 4163-2

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que Percy Clare DuBoyce, de la cité de Montréal, clerc notaire, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant la chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre comme un de ses membres après examen.

PERCY CLARE DuBOYCE.

Montréal, 21 octobre 1901. 4011-4

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that doctors J. G. Adami, George E. Armstrong, Alfred T. Bazin, H. S. Birkett, F. Buller, J. M. Craik, J. M. Elder, Wm. Gardner, Sir William Hingston, J. M. Jack, H. A. Lafleur, F. A. Lockhart, F. G. McCarthy, James Perrigo, F. J. Shepherd and J. W. Stirling, all of the city and district of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for the passing of an act to incorporate them under the name of the "The Montreal Medico Churgical Society", for the purpose of promoting the advancement of medical and surgical science by such means as to them shall appear expedient and proper, and also the maintenance of a medical library.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,
Solicitors for applicants.

Montreal, 13th November, 1901. 4262

Public notice is hereby given by Herbert Alexander McCrea, of Hemmingford, in the township of Hemmingford and county of Huntingdon, in the province of Quebec, doctor of dental surgery, that he will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a private bill authorising the dental association of the province of Quebec to admit him to the practise of the profession of a surgeon dentist in the province of Quebec, and to grant to the said Herbert Alexander McCrea a certificate of licensed surgeon dentist in said province, after having passed the examination required by the said dental association.

CATE, WELLS & WHITE,

Attorneys for the said Herbert Alexander McCrea.
Dated, 21st October, 1901. 4164

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that Percy Clare DuBoyce, of the city of Montreal, notarial student, will petition the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorising the board of notaries of the province of Quebec, to admit him as one of its members after examination.

PERCY CLARE DuBOYCE.

Montreal, 21st October, 1901. 4012

Avis est par le présent donné par Méline Auclair, veuve Aldéric Gravel, de Saint-Vincent-de-Paul, Sophie Nadon, veuve Claude Gravel, de la paroisse de Sainte-Rose, Stanislas Ouellette et Ludger Ouellette, tous deux de la paroisse de Saint-Laurent, tous dans le district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session pour faire ratifier un acte de vente par Claude Gravel, aux dits messieurs Ouellette, reçu devant M^{re} A. Lecours, notaire, le 7 septembre 1895.

CHARLES LAURENDEAU,
Procureur des requérants.
Montreal, 4 novembre 1901. 4185-2

Notice is by these presents given by Méline Auclair, widow Aldéric Gravel, of Saint Vincent de Paul, Sophie Nadon, widow Claude Gravel, of the parish of Sainte Rose, Stanislas Ouellette and Ludger Ouellette, both of the parish of Saint Laurent, all in the district of Montreal, that they will apply at the legislature of Quebec, at its next session, in order to have a deed of sale by Claude Gravel, to the said Ouellette, ratified the said deed, passed before A. Lecours, notary, on the 7th of September, 1895.

CHARLES LAURENDEAU,
Attorney for the applicants.
Montreal, 4th November, 1901. 4186

Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Crown Laundry Company (Limited)." "

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'exploiter tout ce qui concerne la buanderie en général.

3° La principale place d'affaire de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000).

5° Le nombre d'actions sera de cent, et le montant de chaque action sera de cent piastres chacune (\$100).

6° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : William Sutherland Richardson, de la ville de Westmount, dans le dit district de Montréal, gérant ; James McNab, de la dite ville de Westmount, secrétaire ; William Murray Reid, ingénieur, de la dite cité de Montréal ; William Geraghty, comptable, de la dite ville de Westmount ; Arthur William Adams, comptable, de la dite cité de Montréal, et William Heaton Henry, agent, de la dite ville de Westmount.

7° Que les dits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous résident en Canada et sont sujets de Sa Majesté le Roi.

CHARLES ILES,
Procureur des requérants.
Montréal, 13 novembre 1901. 4263

Avis est donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social et en conformité avec ses dispositions, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants ci-après nommés en un corps politique et incorporé, sous le nom collectif de "La Compagnie d'Imprimerie du Bulletin du Travail (Limitée)", laquelle aura sa principale place d'affaires en la cité de Québec, province de Québec, et un fonds social de trois mille piastres, divisé en six cents actions de cinq piastres chacune. Son objet sera d'exercer l'industrie d'imprimeur en général et d'éditeur de publications périodiques et autres.

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : Arthur Marois, maçon en briques ; Omer Brunet, cordonnier ; William Guthrie, cordonnier ; George Lévesque, menuisier, et François Xavier Boileau, fonctionnaire civil, tous de la dite

Miscellaneous Notice

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Crown Laundry Company (Limited)".

2. The object for which incorporation is sought is to do general laundry work.

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, in the province of Quebec ;

4. The amount of the capital stock of the said company will be ten thousand dollars (\$10,000).

5. The number of shares will be one hundred, and the amount of each share will be one hundred dollars (\$100).

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Sutherland Richardson, of the town of Westmount, in said district of Montreal, manager ; James McNab, of said town of Westmount, secretary ; William Murray Reid, of the city of Montreal, engineer ; William Geraghty, of the said town of Westmount, accountant ; Arthur William Adams, of the said city of Montreal, accountant, and William Heaton Henry, of the said town of Westmount, agent.

7. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the said company, that all reside in Canada and are subjects of His Majesty the King.

CHARLES ILES,
Attorney for applicants.
Montreal, 13th November, 1901. 4264

Notice is hereby given that, in virtue of the joint stock companies act, and in compliance with its provisions, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, to obtain letters patent incorporating the applicants hereinafter named a body politic and corporate, under the name "La Compagnie d'Imprimerie du Bulletin du Travail (Limitée)", which will have its chief place of business in the city of Quebec, province of Quebec, and a capital stock of three thousand dollars, divided into six hundred shares of five dollars each. Its object will be to carry on a general printing business and to edit periodical and other publications.

The full names, residence, profession of the petitioners are : Arthur Marois, brick mason ; Omer Brunet, shoemaker ; William Guthrie, shoemaker ; George Levesque, joiner, and François-Xavier Boileau, civil service employee, all of the said city of

ité de Québec, lesquels seront les directeurs provisoires de la dite compagnie, et sont tous sujets de Sa Majesté.

4267

F. X. BOILEAU,
Procureur des requérants.

Avis est par les présentes donné que, sous un mois à compter de la dernière publication des présentes dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par les requérants ci-après mentionnés, pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, pour la province de Québec, constituant les dits requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom social [de la dite compagnie sera "La Compagnie de Téléphone Saint-Laurent."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : établir et maintenir des lignes de communication par téléphone entre Sorel et Nicolet, en passant par les comtés de Richelieu, Yamaska et Nicolet, et aussi de construire et de mettre en opération des lignes secondaires reliant avec la ligne principale les endroits qu'il plaira à la compagnie de choisir dans les comtés de Richelieu, Yamaska, Nicolet, Drummond et Bagot ; fabriquer, acheter ou louer des téléphones et tous appareils nécessaires pour les exploiter ; acheter, louer et maintenir des lignes pour la transmission des messages par téléphone, et spécialement acheter la ligne de téléphone appartenant à MM. C. F. Beauchemin et Henri E. Poulin, et appelée la ligne de téléphone "Saint-Laurent" ; se mettre en relation, pour cet objet, et se fusionner avec toutes lignes de téléphone ou télégraphe existantes, faire avec toute compagnie ou personnes propriétaire de ligne de téléphones des arrangements nécessaires pour la transmission de ses messages sur les lignes.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera au village de la paroisse de Saint-François du Lac.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de quinze mille piastres.

5° Le nombre des actions sera de cent cinquante, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms, résidence et profession des requérants sont comme suit : Jules Allard, avocat ; Oscar Gladu, notaire ; Anatole O. Camiré, médecin ; Médard Boucher, menuisier ; François X. Matte, tanneur ; Calixte Cartier, forgeron ; Arthur Laramée, boulanger ; Elzéar Moss, boucher ; Joseph N. Perrault, médecin ; Rufus G. Kimpton, commerçant ; J. Omer Duhaime, commerçant ; O. E. Courchesne, régistrateur ; Louis Lauzière, hôtelier ; Omer Gauthier, charretier ; Salvus & Frères, marchands, tous de Saint-François du Lac ; Roch M. S. Mignault, médecin ; Louis Véronneau, notaire ; L. Hector Lafleur, hôtelier ; Ferdinand Mondou, commerçant ; Alfred Charland, commerçant ; Rév. A. Smith, prêtre, curé de Saint-Michel d'Yamaska ; Alberic Archie Mondou, notaire ; David Laperrière, commerçant ; Herménégilde Rousseau, épicier ; Milton Rousseau, hôtelier ; J. A. McLure, électricien ; Révérend J. M. Roy, prêtre, curé ; Frs St. Amant, charron ; Joseph Côté, manufacturier ; G. E. Champagne, marchand ; Joseph Jannelle, charretier ; L. Onés. Fagnan, épicier ; Omer Larivière, charretier ; P. E. Gélinas, médecin ; Jacob Béliisle, hôtelier, du village de Pierreville ; Frs X. Descheneaux, marchand ; Révérend Exilia Boisvert, prêtre, curé, de Notre-Dame de Pierreville ; Révérend Ph. Bourassa, prêtre, curé ; Adélarid Carpentier, marchand, de Saint-Elphège ; Révérend Isidore Beland, prêtre, curé ; O. Parenteau, marchand, de Saint-Pie de Déguire ; L. D. Théodore Vanasse, notaire ; Thomas Touzin, notaire ; Révérend F. X. Lessard, prêtre, curé ; S. Lamoureux, médecin ; Phil. Maher, commerçant ; Henri Bisson, hôtelier ; Joseph Lambert, commerçant ; J. Alb. Gélinas, médecin ; L. David Frigault, orfèvre ; William Parent, fromager ; J.

Quebec, who will be the interim directors of the said company, and are all subjects of His Majesty.

4268

F. X. BOILEAU,
Attorney for applicants.

Notice is hereby given that within one month from the last publication of these presents in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, by the undermentioned petitioners for a charter by letters patent under the Joint Stock Companies' Incorporation Act, of the province of Quebec, constituting the said petitioners and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the objects hereinafter set forth.

1. The name of the said company shall be "The Saint Lawrence Telephone Company."

2. The objects for which incorporation is sought are : to establish and maintain a line of communication by telephone between Sorel and Nicolet, passing by the counties of Richelieu, Yamaska and Nicolet, and also to build and put in operation branch lines connecting with the main line such places as the company may select in the counties of Richelieu, Yamaska, Nicolet, Drummond and Bagot ; to manufacture, purchase or rent telephones and all necessary apparatus for working the same ; to purchase, rent and maintain lines for the transmission of messages by telephone and, in particular, to purchase the telephone line belonging to Messrs. C. F. Beauchemin and Henri E. Poulin, and called "the Saint Lawrence telephone line" ; for such object to transact and amalgamate with all or any existing telephone or telegraph lines, to enter into arrangements with any company or person owning telephone lines for the transmission of messages over its lines.

3. The chief place of business of the company shall be in the village of the parish of Saint François du Lac.

4. The amount of the said company's capital stock shall be fifteen thousand dollars.

5. The number of shares shall be one hundred and fifty, and the amount of each share shall be one hundred dollars.

6. The names, residence and occupation of the petitioners are as follows : Jules Allard, advocate ; Oscar Gladu, notary ; Anatole O. Camiré, physician ; Médard Boucher, joiner ; François X. Matte, tanner ; Calixte Cartier, blacksmith ; Arthur Laramée, baker ; Elzéar Moss, butcher ; Joseph N. Perrault, physician ; Rufus G. Kimpton, trader ; J. Omer Duhaime, trader ; O. E. Courchesne, registrar ; Louis Lauzière, hotel-keeper ; Omer Gauthier, carter ; Salvus & Frères, merchants, all of Saint François du Lac ; Roch M. S. Mignault, physician ; Louis Véronneau, notary ; L. Hector Lafleur, hotel-keeper ; Ferdinand Mondou, trader ; Alfred Charland, trader ; Rév. A. Smith, parish priest, of Saint Michel d'Yamaska ; Alberic Archie Mondou, notary ; David Laperrière, trader ; Herménégilde Rousseau, grocer ; Milton Rousseau, hotel-keeper ; J. A. McLure, electrician ; Rev. J. M. Roy, parish priest ; Frs. St. Amant, wheelwright ; Joseph Côté, manufacturer ; G. E. Champagne, merchant ; Joseph Jannelle, carter ; L. Onés. Fagnan, grocer ; Omer Larivière, carter ; P. E. Gélinas, physician ; Jacob Béliisle, hotel-keeper, of the village of Pierreville ; Frs. X. Descheneaux, merchant ; Rev. Exilia Boisvert, parish priest, of Notre-Dame de Pierreville ; Rév. Ph. Bourassa, parish priest ; Adélarid Carpentier, merchant of Saint-Elphège ; Rev. Isidore Béliand, parish priest ; O. Parenteau, merchant, of Saint Pie de Déguire ; L. D. Théodore Vanasse, notary ; Thomas Touzin, notary ; Rev. F. X. Lessard, parish priest ; S. Lamoureux, physician ; Phil. Maher, trader ; Henri Bisson, hotel-keeper ; Joseph Lambert, trader ; J. Alb. Gélinas, physician ; L. David Frigault, jeweller ; William Parent, cheese maker ; J. O. Lemire, merchant ;

O. Lemire, marchand ; D. Bellehumeur, marchand ; Victor Dessert, employé civil ; J. Bte Robert, hôtelier ; J. E. Janelle, médecin-vétérinaire ; O. Martin, marchand ; L. A. Michaud, marchand ; A. Lanoie, commerçant ; L. J. A. Melançon, médecin ; P. Adé- lard Millette, cultivateur, de Saint-Guillaume d'Upton ; Lindor Ethier, avocat ; Charles J. C. Wurtele, avocat ; Pierre Guévremont, shérif ; A. J. Gélinau, marchand, de la cité de Sorel ; Révérend Adolphe Blondin, prêtre, curé ; H. Lemaire, marchand ; Elie Dionne, marchand, de Saint-Bonaventure d'Upton, tous sujets de Sa Majesté.

7 Les sus-nommés Jules Allard, Oscar Gladu, Albéric Archie Mondou, David Laperrière, Louis Veronneau, Charles C. J. Wurtele, L. D. Théod. Vanasse et W. Parent seront les premiers directeurs de la compagnie.

JULES ALLARD,
Procureur des requérants.

Saint-François du Lac, 28 octobre 1901.

4119-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cette avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1. Le nom collectif proposé de la compagnie sera "La Compagnie d'Imprimerie de Shawinigan Falls".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

exercer l'industrie d'imprimeur et éditeur de journaux, ouvrages périodiques et autres publications dans toute la province de Québec ; exercer dans toute la dite province l'industrie d'imprimeur, graveur, lithographe et relieur en général, dans toutes ses parties.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Shawinigan Falls, dans le district des Trois-Rivières, dans la province de Québec.

4 Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de cent, et le montant de chaque action sera de cinquante piastres.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Charles Horace Flamaud, marchand ; Arthur Ernest Paquette, avocat ; Charles Joseph Eugène Charbonneau, notaire public ; Napoléon Rousseau, commerçant ; Théodore Goulet, manufacturier ; Joseph Noé Farley, pharmacien, et Joseph William Aubin, maître de poste, tous du village de Shawinigan Falls, dans la province de Québec. Les dits requérants seront les directeurs provisoires.

A. E. PAQUETTE,
Procureur des Requérants.

4019-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2012.

Dame Elmina Tardy, de Montréal, épouse de Joseph Ouvrard dit Laperrière, teneur de livres, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice.

Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Ouvrard dit Laperrière,
Défendeur.

Une action en séparation de biens est instituée en cette cause.

LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 4 novembre 1901. 4149-2

D. Bellehumeur, merchant ; Victor Dessert, civil employee ; J. Bte Robert, hotel-keeper ; J. E. Janelle, veterinary surgeon ; O. Martin, merchant ; J. A. Michaud, merchant ; A. Lanoie, trader ; L. J. A. Melançon, physician ; P. Adé- lard Millette, farmer of Saint-Guillaume d'Upton ; Lindor Ethier, advocate ; Charles J. C. Wurtele, advocate ; Pierre Guévremont, sheriff ; A. J. Gélinau, merchant ; of the city of Sorel ; Rév. Adolphe Blondin, parish priest ; H. Lemaire, merchant ; Elie Dionne, merchant of Saint Bonaventure d'Upton, all british subjects.

7. The above mentioned Jules Allard, Oscar Gladu, Albéric Archie Mondou, David Laperrière, Louis Veronneau, Charles J. C. Wurtele, L. D. Théodore Vanasse and W. Parent shall be the first directors of the company.

JULES ALLARD,
Solicitor for petitioners.

Saint François du Lac, 28th October 1901.

4120

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for letters patent under the provisions of "the joint stock companies act", incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed name of the company is to be : "La Compagnie d'Imprimerie de Shawinigan Falls".

2. The purposes for which incorporation is sought are :

To carry on the business of printing and publishing newspapers, periodicals and other publications throughout the province of Quebec ; to carry on in the said province the business of printer, engraver, lithographer and binder generally, in all its branches.

3. The principal place of business of the said company will be in the village of Shawinigan Falls, in the district of Three Rivers, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be five thousand dollars.

5. The number of shares will be one hundred, and the amount of each share fifty dollars.

6. The full names, residence and calling of the petitioners are as follows : Charles Horace Flamaud, merchant ; Arthur Ernest Paquette, advocate ; Charles Joseph Eugène Charbonneau, notary public ; Napoléon Rousseau, trader ; Théodore Goulet, manufacturer ; Joseph Noé Farley, druggist, and Joseph William Aubin, postmaster, all of the village of Shawinigan Falls, in the province of Quebec. The said petitioners will be the interim directors.

A. E. PAQUETTE,
Attorney for petitioners.

4020

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2012.

Dame Elmina Tardy, of Montreal, wife of Joseph Ouvrard dit Laperrière, book keeper, of the same place, duly authorized to sue,

Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Ouvrard dit Laperrière,
Defendant.

An action for separation of property is instituted in this cause.

LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 4th November 1901. 4150

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 2734.

Adeline Desmarais, des cité et district de Montréal, a poursuivi, ce jour, son mari, Joseph Jourdain *alias* Lafrance, gentilhomme, du même lieu, en séparation de biens.

RENAUD & BOISSONNAULT,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 28 octobre 1901. 4157-2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 449.

Magdeleine Boily, de la ville de Saint-Louis, dit district, a poursuivi, ce jour, son mari, Théophile Genest, gentilhomme, du même lieu, en séparation de biens.

RENAUD & BOISSONNAULT,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 28 octobre 1901. 4159-2

Province de Québec, }
 District de Montréal } *Cour Supérieure.*
 No 1111.

Dame Agnès Lanin, épouse commune en biens de Alphonse Ledoux, voiturier, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dit district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Alphonse Ledoux, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens, a été instituée en cette cause, le 5 octobre 1901.

ADAM & MATHIEU,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 12 octobre 1901. 4037-4

District de Montréal.—Cour Supérieure.
 No 2531.

Dame Melina Belec, de Montréal, épouse de Pierre Belisle, maçon, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Pierre Belisle, Défendeur.

Une action en séparation de biens est instituée en cette cause.

LOUIS MASSON,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 11 octobre 1901. 3903-5

AVIS

Dame Alberta Welch, de Foster, district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, a institué à la cour supérieure de ce district, le 16 octobre 1901, une action en séparation de biens contre son mari, Walter E. Colburn, aussi de Foster.

M. MAILHOT,
 Procureur de la demanderesse.
 Sweetsburgh, 16 octobre 1901. 4047-4

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

Dame Emérance Cull, du village de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, épouse de Honoré Martel, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

JULES ALLARD,
 Procureur de la demanderesse.
 Sorel, 30 octobre 1901. 4117-3

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2734.

Adeline Desmarais, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action against her husband, Joseph Jourdain *alias* Lafrance, gentleman, of the same place, in separation as to property.

RENAUD & BOISSONNAULT,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 28th October, 1901. 4158

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 449.

Magdeleine Boily, of the city of Saint Louis, said district, has, this day, instituted an action against her husband, Théophile Genest, gentleman, of the same place, in separation as to property.

RENAUD & BOISSONNAULT,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 28th October, 1901. 4160

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1111.

Dame Agnès Lanin, wife common as to property of Alphonse Ledoux, carriage-maker, of the city of Montreal, said district, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.

The said Alphonse Ledoux, of the same place, Defendant.

An action for separation of property, has been instituted in this cause, on the 5th of October, 1901.

ADAM & MATHIEU,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 12th October, 1901. 4038

District of Montreal.—Superior Court.
 No. 2531.

Dame Melina Belec, of Montreal, wife of Pierre Belisle, mason, of the same place, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs.

The said Pierre Belisle, Defendant.

An action for separation of property is instituted in this cause.

LOUIS MASSON,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 11th October, 1901. 3904

NOTICE

Dame Alberta Welch, of Foster, district of Bedford, duly authorized to *ester en justice*, has, the 16th day of October instant, to the superior of this court district, instituted an action in separation of property against her husband, Walter E. Colburn, also of Foster.

M. MAILHOT,
 Attorney for plaintiff.
 Sweetsburgh, 16th October, 1901. 4048

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court.*

Dame Emérance Cull, of the village of the parish of Saint Michel d'Yamaska, wife of Honoré Martel, of the same place, trader, has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against her said husband.

JULES ALLARD,
 Attorney for plaintiff.
 Sorel, 30th October, 1901. 4118

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que le compte ci-dessous du candidat, M. Narcisse Dion, jnr., est le seul qui ait été produit et qu'il n'a pas déposé d'états à l'appui du dit compte.

Québec, 13 novembre 1901.
CHS. LANGELIER,
Officier rapporteur.

Québec, novembre 1901.
Etat détaillé de mes dépenses personnelles encourues lors de l'élection d'un député au siège du comté de Québec.

16	octobre,	Loyer de salle (Anc. Lorette)..	\$ 1 50
16	"	Convocation d'assemblée.....	2 00
16	"	Voiture.....	1 50
20	"	Loyer de salle Tewkesberry...	1 00
20	"	Voiture.....	1 50
22	"	Salle pour assemblée (Lac Beauport).....	4 00
23	"	Assemblée à Valcartier.....	1 00
24	"	Pour l'appel nominal, 1 voiture.	3 00
25	"	Convocation d'assemblée.....	1 00
25	"	1 voiture, \$1.00; pension, \$1.00	2 00
26	"	Chars pour Sault Montmorency.	50
27	"	Pension à Charlesbourg.....	2 00
28	"	Salle pour assemblée (Cap Rouge).....	2 00
28	"	1 Voiture.....	1 00
29	"	Salle pour assemblée (Sillery)..	2 00
29	"	1 Voiture.....	1 00
30	"	Salle pour assemblée (Ancienne Lorette).....	2 00
30	"	1 Voiture.....	1 00
31	"	Pour pension, jour de votation.	2 50
31	"	Payé pour charretiers personnels.....	18 00
31	"	Impressions.....	7 00
			\$ 57 50

Je, soussigné, candidat à la dite élection du comté de Québec, tenue le 31 octobre 1901, certifie que cet état est le compte exact de mes dépenses personnelles.

N. DION.
Asermenté devant moi, à Québec, ce 11e jour de novembre 1901.
CHS. LANGELIER,
4253 Officier rapporteur.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1847.
In re Quebec China Hall, Failli.
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de cette cour, en date du 11 novembre 1901, j'ai été nommé curateur aux biens du failli.
Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, 119, rue Saint-Pierre, Québec, sous trente jours.
A. FAUCHER,
Curateur. 4251
Québec, 11 novembre 1901.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 157.
In re Trefflé Lepine, épicier, 39, rue Sanguinet, Montréal, Insolvable.
Avis vous est donné que le 13ième jour de novembre 1901, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the account hereinafter mentioned of the candidate, Mr. Narcisse Dion, jr., is the only one that has been fyled and that no statement has been fyled in support of the said account.

Quebec, 13th November, 1901.
CHS. LANGELIER,
Returning officer.

Quebec, November, 1901.
Detailed statement of my personal expenses incurred at the election of a member for the seat of the County of Quebec.

1901.	October 16,	Lease of hall (Ancienne Lorette).	\$ 1 50
"	" 16,	Calling meeting.....	2 00
"	" 16,	Vehicle.....	1 50
"	" 20,	Lease of hall (Tewkesbury).....	1 00
"	" 20,	Vehicle.....	1 50
"	" 22,	Hall for meeting (Lake Beauport)	4 00
"	" 23,	Meeting at Valcartier.....	1 00
"	" 24,	For the nomination, vehicle.....	3 00
"	" 25,	Calling meeting.....	1 00
"	" 25,	Vehicle, \$1.00; Board, \$1.00...	2 00
"	" 26,	Cars for Montmorency Falls....	50
"	" 27,	Board at Charlesbourg.....	2 00
"	" 28,	Hall for meeting (Cap Rouge)...	2 00
"	" 28,	Vehicle.....	1 00
"	" 29,	Hall for meeting (Sillery).....	2 00
"	" 29,	1 vehicle.....	1 00
"	" 30,	Hall for meeting (Anc. Lorette).	2 00
"	" 30,	Vehicle.....	1 00
"	" 31,	For board, day of voting.....	2 50
"	"	Paid for personal carters.....	18 00
"	"	Printing.....	7 00
			\$57 50

I, the undersigned candidate, at the said election for the County of Quebec, held on the 31st of October, 1901, certify that this statement is the exact account of my personal expenses.

N. DION,
Sworn before me, at Quebec, this 11th day of November, 1901.
CHS. LANGELIER,
4254 Returning officer.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*
No. 1847.
In re Quebec China Hall, Insolvent.
Notice is hereby given in pursuant of a judgment of this court, on the 11th day of November, 1901, I have been appointed curator in this matter.
The creditors are hereby notified to file their claims at my office, 119, Saint Peter street, Quebec, within thirty days.
A. FAUCHER,
Curator. 4252
Quebec, 11th November, 1901.

Province of Quebec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 157.
In re Trefflé Lepine, grocer, 39, Sanguinet street, Montréal, Insolvent.
Notice is hereby given that on the 13th day of November, 1901, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above

nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
180, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 13 novembre 1901. 4257

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure*
In re Albert Plante, épiciier, de la ville de Valley-
field, Qué., Failli ;

et
Alex. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera ouvert à objection jusqu'au 2e jour de décembre 1901, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 13 novembre 1901. 4259

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Elzéar Provost, Failli.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli, par l'Honorable juge Langelier, en date du 11 novembre 1901.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Curateurs conjoints.

Montréal, 11 novembre 1901. 4233

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Ottawa. }

In re Benjamin N. Reid, du canton d'Aylwin, district d'Ottawa, commerçant et cultivateur, Créancier, demandeur ;

vs.

Benjamin F. Reid, du même lieu, commerçant, Débiteur insolvable.

Avis est par le présent donné que le débiteur insolvable ci-haut nommé a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, au palais de justice, dans la cité de Hull, le 26e jour d'octobre dernier 1901.

B. F. REID,
Débiteur. 4227

Hull, 7 novembre 1901.

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
William McLimont & Son, Requérent cession ;

vs

Cyprien Dionne, Débiteur.
Avis est par le présent donné que Cyprien Dionne, de Fraserville, a, le septième jour de novembre 1901, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, entre les mains du protonotaire de la cour supérieure du district de Kamouraska, à Fraserville.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires, 4243

Québec, 8 novembre 1901.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de T. V. Scully, marchand, Québec, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection

named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
180, Saint James street, Montreal.
Montreal, 13th November, 1901. 4258

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
In re Albert Plante, grocer, of the town of Valley-
field, Que., Insolvent ;

and
Alex. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 2nd day of December, 1901, after which date dividends will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre Dame street, Montreal.
Montreal, 13th November, 1901. 4260

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Elzéar Provost, Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators to above named insolvent estate, by Honorable judge Langelier, on the 11th of November, 1901.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, if they have not already done so, No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Joint curators.

Montreal, 11th November, 1901. 4234

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Ottawa. }

In re Benjamin N. Reid, of the township of Aylwin, district of Ottawa, trader and farmer, Creditor, Plaintiff ;

vs.

Benjamin F. Reid, of the same place, trader, Debtor insolvent.

Notice is hereby given that the above named debtor insolvent has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the court house, in the city of Hull, on the 26th day of October last, 1901.

B. F. REID,
Debtor. 4228

Hull, 7th November, 1901.

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
William McLimont & Son, Petitioners for assignment ;

vs

Cyprien Dionne, Debtor.
Notice is hereby given that Cyprien Dionne, of Fraserville, has, on the seventh day of November, 1901, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Kamouraska, at Fraserville.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardian. 4244

Québec, 8th November, 1901.

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
In the matter of T. V. Scully, Québec, merchant, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection

jusqu'au 3 décembre 1901, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 13 novembre 1901. 4247

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Evariste Soucy, Rimouski, mar-
chand, Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection
jusqu'au 2 décembre 1901, après laquelle date ce
dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 13 novembre 1901. 4245

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Adélaré Rioux, marchand, Ri-
mouski, Insolvable.
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
ordre de la cour, en date du 12 novembre 1901, j'ai
été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
cette succession sont requises de les produire devant
moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 13 novembre 1901. 4249

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re Hyacinthe Montambeault et Eugène Moreau,
de Bécancourt, Faillis.
Avis est donné que j'ai été, ce jour, nommé cura-
teur en cette affaire.
Les réclamations devront m'être produites ici,
dans les trente jours de cet avis.

FRS GELINAS,
Curateur.

Trois-Rivières, 8 novembre 1901. 4241

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1003.

Le sixième jour de novembre mil neuf cent-un.

Pierre McLeod, Demandeur ;

vs.

J. H. Aimé Blais, de la cité et du district de Mont-
réal, et al., Défendeurs ;

et

Alexandre Prudhomme, Opposant.

Sur ordre de cette cour, donné le quatrième jour
de novembre mil neuf cent-un, les créanciers du dit
J. H. Aimé Blais, le défendeur en cette cause, qui
n'auraient pas encore produit leurs réclamations,
sont maintenant appelés à les produire en cette
cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans
les quinze jours de la date de la première insertion
du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*,
accompagnées d'un état ou compte assermenté, en
conformité aux articles 673 et 674 du code de procé-
dure civile.

L. D. GAREAU,
P. C. S.

4183-2

until 3rd December, 1901, after which date this
dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co Building.
Québec, 13th November, 1901. 4248

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
In the matter of Evariste Soucy, merchant, Ri-
mouski, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been pre-
pared in this matter, and will be open to objection
until 2nd December, 1901, after which date this
dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 13th November, 1901. 4246

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
In the matter of Adélaré Rioux, marchand, Ri-
mouski, Insolvent.
Notice is hereby given that in virtue of an order
of the court, dated 12th November, 1901, I have
been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are
requested to file them with me within thirty days
from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co Building.
Québec, 13th November, 1901. 4250

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In re Hyacinthe Montambeault and Eugène Mo-
reau, of Bécancourt, Insolvents.
Notice is given that I have, this day, been ap-
pointed curator in this matter.
Claims must be filed within thirty days from
this notice.

FRS. GELINAS,
Curator.

Three Rivers, 8th November, 1901. 4242

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 1003.

On the sixth day of November, one thousand nine
hundred and one.

Pierre McLeod, Plaintiff ;

vs.

J. H. Aimé Blais, of the city and district of Mon-
treal, et al., Defendants ;

and

Alexandre Prudhomme, Opposant.

Upon order of this court, given on the fourth day
of November, nineteen hundred and one, the credi-
tors of the said J. H. Aimé Blais, the defendant in
this cause, who have not yet filed their claims, are
now called to file them in this cause, at the proto-
notary's office of this court, within fifteen days from
the date of the first insertion of the present notice,
in the *Quebec Official Gazette*, with a statement
and sworn account, according to articles 673 and
674 of the code of civil procedure.

L. D. GAREAU,
P. S. C.

4184

Licitations

AVIS DE LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 13 novembre courant 1901, dans une cause dans laquelle Dame Florence Stephens, épouse séparée de biens de Francis alias Frank Stephens, et le dit Frank Stephens, pour autoriser on épouse aux fins des présentes, est Demanderesse ; et Harrison Stephens, de Chambly Canton, dans le district de Montréal, interdit, George Washington Stephens, jur., de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de curateur au dit Harrison Stephens, aussi de la cité de Montréal, dit district, Hiram Stephens, de la dite cité de Montréal, mais actuellement résidant à Denver, dans l'état du Colorado, un des Etats-Unis d'Amérique, sont Défendeurs, et Robert Meighen, de la dite cité de Montréal, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament et codicile de feu Harrison Stephens, en son vivant de Montréal, en faveur des enfants des dits défendeurs, Florence Stephens et Francis alias Frank Stephens, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le dit testament et codicile du dit feu Harrison Stephens, en faveur des enfants des dits défendeurs, Harrison et Hiram Stephens sont mis en cause, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un lot de terre situé sur la rue Saint-Jacques, et s'étendant sur la rue Notre-Dame, dans le quartier ouest de la dite cité de Montréal, portant le numéro cent soixante et quatorze (174), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier ; borné en front au nord-ouest par la dite rue Saint-Jacques, en arrière au sud-est par la dite rue Notre-Dame, d'un côté au nord-est par les enfants et héritiers de la feu Dame Emilie Berthelet, épouse de François Chartier Larocque, et de l'autre côté au sud-ouest par James Baylis—avec une grande bâtisse, connue sous le nom de Ottawa Hotel, dessus érigée.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mise à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, MARDI, le 17^e jour de DECEMBRE prochain, 1901, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BROSSEAU, LAJOIE & LACOSTE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 13 novembre 1901. 4255

[Première publication, 16 novembre 1901.]

Canada,
Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 5^e jour de novembre 1901, dans une cause dans laquelle William Kelly, cabaretier, et Dame Mary Kelly, épouse de Joseph Wheeler, mécanicien, et le dit Joseph Wheeler afin d'autoriser sa dite épouse, tous de la cité de Montréal, sont Demandeurs ; et Dame Catherine Kelly, épouse de John Muldoon, épiciier, et le dit John Muldoon, afin d'autoriser sa dite épouse, James Kelly, charretier, John Kelly, méca-

Licitations

NOTICE OF LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 13th of November instant, 1901, in a cause in which Dame Florence Stephens, wife separate as to property of Francis alias Frank Stephens, and the said Francis alias Frank Stephens, for the purpose of assisting his said wife in these presents, is Plaintiff ; and Harrison Stephens, of Chambly Canton, in the district of Montreal, said province, interdict, George Washington Stephens, junior, of the city and district of Montreal, in his quality of curator to the said Harrison Stephens, also of the city of Montreal, said district, Hiram Stephens, of the said city of Montreal, but actually residing in Denver, in the state of Colorado, one of the United States of America, are Defendants, and Robert Meighen, of the said city of Montreal, in his quality of curator to the substitution created by the last will and codicil of the late Harrison Stephens, in his lifetime of Montreal, in favor of the children of the said plaintiffs, Florence Stephens, and Francis alias Frank Stephens, in his quality of curator to the substitution created by the said will and codicil of the said late Harrison Stephens, in favor of the children of the said defendants, Harrison and Hiram Stephens are *mis en cause*, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit :

A lot of land situated on Saint James street, and extending to Notre Dame street, in the west ward of the said city of Montreal, bearing the number one hundred and seventy-four (174), of the official plan and book of reference of the said ward ; bounded in front to the north west by the said Saint James street, in rear to the south east by the said Notre Dame street, on one side to the north east by the children and heirs of the late Dame Emilie Berthelet, wife of François Chartier Larocque, and on the other side to the south west by James Baylis—with a large building, known as the Ottawa Hotel, thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on TUESDAY, the 17th day of DECEMBER next, sitting the court, in the court room of the court house, in Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and if any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed aforesaid, for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delay hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BROSSEAU, LAJOIE & LACOSTE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 13th November, 1901. 4256

[First published, 16th November, 1901.]

Canada,
Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 5th day of November, 1901, in a cause in which William Kelly, bar tender, and Dame Mary Kelly, wife of Joseph Wheeler, mechanic, and the said Joseph Wheeler for the purpose of authorizing his said wife, all of the city of Montreal, are Plaintiffs ; and Dame Catherine Kelly, wife of John Muldoon, grocer, and the said John Muldoon for the purpose of authorizing his said wife, James Kelly, carter, John

nicien, et le dit John Kelly en sa qualité de tuteur à son frère mineur, Michael Kelly, tous de la cité et district de Montréal, sont Débiteurs, ordonnant la licitation de certain immeuble décrit comme suit, à savoir :

Ce certain lot de terre situé et étant sur la rue Conway, dans le quartier Sainte-Anne, en la cité de Montréal, et connu sur les plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, comme lot officiel No 394—avec les bâtisses sus-érigées avec tous les droits et circonstances s'y rattachant.

Le dit immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI, le 18 DECEMBRE prochain (1901), cour tenante, dans la salle d'audience, au palais de justice, à Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

ATWATER, DUCLOS & CHAUVIN,

Avocats des demandeurs.

Montréal, 7 novembre 1901. 4231
[Première publication, 16 novembre 1901.]

Kelly, machinist, and the said John Kelly in his quality of tutor to his minor brother, Michael Kelly, all of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immoveable described as follows, to wit :

That certain lot of land situate and being on Conway street, in Saint Ann's ward, in the city of Montreal, and known on the official plan and book of reference of the said Saint Ann's ward, as official lot No. 394—with buildings thereon erected and with all rights and appurtenances thereto belonging.

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on WEDNESDAY, the 18th day of DECEMBER (1901), at the sitting of the court, in the court room, of the court house, in Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ATWATER, DUCLOS & CHAUVIN,

Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 7th November, 1901. 4232
[First published, 16th November, 1901.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieurs.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } JOSEPH PROVENCHER, Demandeur ;
No 124. }
contre ADELARD PROVENCHER, Défendeur.

Une terre située au neuvième rang de Somerset Sud, étant les lots cadastraux deux cent cinquante-six, deux cent cinquante-cinq (256, 255), pour Somerset Sud, contenant cinq arpents de front sur la profondeur du dit rang—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 13 novembre 1901. 4285
[Première publication, 16 novembre 1901.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } JOSEPH PROVENCHER,
No. 124. } Plaintiff; against ADELARD PROVENCHER, Defendant.

A farm in the ninth range of Somerset South, being cadastral lots two hundred and fifty-six, two hundred and fifty-five (256, 255), for Somerset South, containing five arpents in front by the depth of said range—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Calixte of Somerset, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT.

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaskaville, 13th November, 1901. 4286
[First published, 16th November, 1901.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Brome.

Province de Québec, } ISRAEL ENGLAND,
District de Bedford. } FREDERICK EN-
No 4125. } GLAND et RUFUS

ENGLAND, tous du village de Knowlton, dans le comté de Brome et district de Bedford, marchands généraux, cultivateurs et associés, faisant affaires en société comme marchands généraux et cultiva-

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Brome.

Province of Quebec, } ISRAEL ENGLAND, FRE-
District of Bedford. } DERICK ENGLAND and
No. 4125. } RUFUS ENGLAND, all

of the village of Knowlton, in the county of Brome and district of Bedford, general merchants, farmers and copartners, carrying on business in copartnership as such general merchants and farmers, in

teurs, dans le dit village de Knowlton, sous les nom et raison de Israël England & Sons, Demandeurs ; contre les terres et tenements de WILLIAM F. SCOTT, du dit village de Knowlton, Défendeur.

Ces parties du lot 12, dans le 11e rang de la subdivision primitive du canton de Brome, décrites comme suit :

1° Un morceau de terre (partie du dit lot), situé sur le côté est du chemin public conduisant du chemin du gouvernement (ainsi appelé) qui conduit de Knowlton au lac Magog, au nord à la résidence d'un nommé Timothy Chamberlain ou représentants ; ce dit morceau est borné au nord et à l'ouest par le dit chemin public, à l'est par les terres du dit Timothy Chamberlain, et au sud par le susdit chemin du gouvernement.

2° Un morceau de terre (partie du dit lot) du côté ouest du chemin public ; borné en front à l'est d'icelui, en arrière à l'ouest, partie par la terre de Lot Parker ou représentants, et partie par une ligne courant nord de la borne nord de l'emplacement, appartenant au dit Parker ou représentants, tracée dans une direction parallèle, avec la continuation de la borne est du dit emplacement, quinze pieds en arrière d'icelui, s'étendant jusqu'à un ruisseau ou cours d'eau, au nord par le dit ruisseau, et au sud par le dit chemin du gouvernement.

3° Une autre partie du dit lot séparée du morceau de terre, en second lieu décrit, par le dit ruisseau, et située sur le côté nord d'icelui, commençant à l'intersection du dit chemin public avec le dit ruisseau ; de là, courant nord le long du dit chemin public, une distance suffisante pour inclure ou comprendre les granges dessus construites ; de là, une distance suffisante à l'ouest à angles droits avec le dit chemin public pour inclure ou comprendre les dites granges en arrière ; de là, sud parallèle avec le dit chemin public ; au ruisseau, et de là, le long du dit ruisseau jusqu'au point de départ, et maintenant connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit canton de Brome, comme lots numéros treize cent soixante-deux (1362), treize cent soixante-trois (1363), treize cent soixante-quatre (1364) et partie du lot treize cent soixante-cinq (1365), tel que le tout se trouve et comporte—avec un moulin à scier, manufacture granges et autres bâtisses dessus érigées, et toutes les machines, outils, courroies, roues et tout autre matériel servant dans et au dehors du dit moulin ou manufacture, (excepté une scie avec table, essieu mû avec le pied, tour, pierre à polir), circonstances et dépendances.

4° Ce certain lot ou morceau de terre formant partie du lot numéro treize, dans le neuvième rang des lots de l'arpentage primitif du dit canton de Brome, et maintenant connu sous le plan et au livre de renvoi supplémentaire officiels du dit canton de Brome, comme lot numéro mille quarante-huit b (1048 b) ; borné au nord par le lot numéro mille quarante-huit c (1048 c), et au sud par un chemin public, à l'est par le lot numéro mille quarante-huit d (1048 d), à l'ouest par le lot numéro mille quarante-huit a (1048 a), contenant un acre en superficie—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edouard de Knowlton, dans le village de Knowlton et district de Bedford, le VINGT-UNIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,

Sweetsburg, 8 novembre 1901.

[Première publication, 16 novembre 1901.]

Shérif.

4229

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec,

District de Bedford.

No 6835.

Waterloo, dans le district de Bedford, Demandeur ; contre les meubles et immeubles de ERWIN C.

said village of Knowlton, under the name, style and firm of Israël England & Sons, Plaintiffs ; against the lands and tenements of WILLIAM F. SCOTT, of the said village of Knowlton, Defendant.

Those portions of lot 12, in 11th range, of the primitive subdivision of the township of Brome, described as follows.

1. A parcel of land (portion of said lot), lying on the east side of the highway leading from the government road (so called) that leads from Knowlton to Magog lake, northwards to the residence of one Timothy Chamberlain or representatives ; bounded said parcel of northerly and westerly by the said highway, on the east by the lands of the said Timothy Chamberlain, and on the south by the before mentioned government road.

2. A parcel of land (portion of the said lot) on the west side of the highway ; bounded in front on the east thereby, in rear to the westward, partly by the land of Lot Parker or representatives, and partly by a line running northerly from the north boundary of the emplacement, belonging to said Parker or representatives, drawn in a direction parallel with a continuation of the east boundary of said emplacement, fifteen feet to the rear thereof, and extending to a brook or running stream, to the north by said brook, and on the south by said government road.

3. Another portion of said lot separated from the parcel of land, secondly described, by the said brook, and lying on the north side thereof, commencing at the intersection of the said highway with the said brook ; thence, running northerly along said highway, a sufficient distance to cover and clear the barns thereon erected ; thence, a sufficient distance to the westward at right angles with said highway to cover and clear the said barns in the rear ; thence, southerly parallel, with said highway to the brook ; and thence, along said brook to the place of beginning, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Brome, as lots numbers thirteen hundred and sixty-two (1362), thirteen hundred and sixty-three (1363), thirteen hundred and sixty-four (1364) and part of lot thirteen hundred and sixty-five (1365), be the contents thereof what it may—together with a saw mill, factory, barns and other buildings thereon erected, and all the machinery, tools, shafting, wheels and all other implements used in and out of said mill and factory in connection with the said mill and factory (save and except the saw table and arbor and foot power, turning lathe, and emery wheel stand), and the appurtenances thereto belonging.

4. That certain lot or parcel of land forming part of lot number thirteen, in the ninth range of lots of the primitive survey of the said township of Brome, and now known on the official plan and supplementary book of reference of the said township of Brome, as lot number ten hundred and forty-eight b (1048b) ; bounded on the north by lot number ten hundred and forty-eight c (1048 c), on the south by a public road, on the east by lot number ten hundred and forty-eight d (1048d), and on the west by lot number ten hundred and forty-eight a (1048a), containing one acre in superficies—together with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the parish church door of Saint Edward of Knowlton in the village of Knowlton, and district of Bedford, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff Office,

Sweetsburg, 8th November, 1901.

[First published, 16th November, 1901.]

Sheriff.

4230

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec.

District of Bedford.

No. 6835.

Waterloo, in the district of Bedford, esquire, advocate, Plaintiff ; against the goods and lands of ERWIN C. JOYAL,

CHARLES ALBERT NUTTING, écuyer,

avocat, de la ville de

Waterloo, dans le district de Bedford, Demandeur ;

contre les meubles et immeubles de ERWIN C.

CHARLES ALBERT NUTTING, of the

town of Waterloo, in the

district of Bedford, esquire, advocate, Plaintiff ;

against the goods and lands of ERWIN C. JOYAL,

JOYAL, du canton de Brome, dans le dit district, Défendeur.

Cette étendue ou ce morceau de terre formant partie du lot numéro 27, du 7^e rang, arpentage primitif, du canton de Brome, dans le district de Bedford, et maintenant connue aux plan du livre de renvoi officiels du dit canton de Brome comme partie du lot numéro huit cent soixante et quatorze (874), décrite comme suit, à savoir : commençant à un point sur le côté ouest du chemin ou rue, trente-sept pieds nord, du coin nord-est d'un morceau ou emplacement appartenant à M. M. Davis et représentants, et quatre-vingt-douze pieds de la marque de la haute marée de la rivière ; de là, magnétiquement nord, soixante et un degrés ouest, cent soixante et deux pieds, à un poteau ; de là, nord, trente-huit degrés et trente minutes est, seize pieds jusqu'au centre d'un puits ; de là, nord, quarante-neuf degrés ouest, soixante et dix-neuf pieds jusqu'à un poteau en cèdre ; de là, nord, vingt-trois degrés et quarante-cinq minutes est, trois cent trente-trois pieds jusqu'à un poteau en cèdre, sur la rive sud de la rivière. Le dit morceau ou emplacement étant borné à l'est par le chemin, au sud et à l'ouest par les terres de William Hay, et au nord par le centre de la rivière et contenant un acre cinquante-trois centièmes d'un acre en superficie, de plus et au dessus de ce qui se trouve dans la dite rivière—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées, y compris une maison, grange, magasin et tannerie avec toutes les machines posées ou non qui s'y trouvent maintenant, et le pouvoir d'eau, écluse et pouvoirs d'eau en général acquis par le dit défendeur de Israël England et fils, par acte de vente daté et passé devant E. Fleury, notaire, le 20 janvier 1899, et enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté de Brome, dans le volume 49 du registre B, sous le numéro 29053. Le dit morceau de terre sujet aux conditions suivantes, à savoir : Que, depuis le chemin Fulford jusqu'au dit puits, il y aura un chemin de douze pieds de largeur en commun avec le propriétaire de chaque côté du dit chemin, et que le dit puits sera à l'ouvrage en commun avec les propriétaires voisins et les dépenses pour le garder en bon ordre seront payés en égale part par eux.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François Xavier de Shefford, dans le village de Shefford Ouest et district de Bedford, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,	Shérif.
Sweetsburg, 17 octobre 1901.	3785-2
[Première publication, 26 octobre 1901.]	

of the township of Brome, in said district, Defendant.

That certain tract or parcel of land forming part of lot number 27, of the 7th range of the primitive survey, of the township of Brome, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Brome as part of lot number eight hundred and seventy-four (874), described as follows, to wit : commencing at a point on the west side of the road or street, thirty-seven feet northerly, from the north east corner of a piece or emplacement of land owned by M. M. Davis and representatives, and ninety-two feet from high water mark of the river ; thence, magnetically north, sixty-one degrees west, one hundred and sixty-two feet, to a stake ; thence, north, thirty-eight degrees and thirty minutes east, sixteen feet to the center of a well ; thence, north, forty-nine degrees west, seventy-nine feet to cedar stake ; thence, north, twenty-three degrees and forty-five minutes east three hundred and thirty-three feet, to a cedar stake on the south bank of the river. Said piece or emplacement of land is bounded on the east by the road, on the south and west by the lands of William Hay, and on the north by the center of the river and contains one acre and fifty-three hundredths of an acre in superficies, over and above what lays in the said river—together with all the buildings thereon erected and made, including a dwelling house, a barn, a store and a tannery with all the machinery fixed or not, now therein contained, and the water power, dam and water rights generally acquired by said defendant from Israel England and sons, by deed of sale bearing date and passed before E. Fleury, notary, on 20th January, 1899, and registered in the Brome county, registry office, in volume 49, of register B, under number 29053. The said piece of land to be subject to the following conditions, to wit : That, from the Fulford road as far as the said well, there shall be a twelve feet wide road in common between the proprietor of each side of said road, and that the said well shall be used in common by adjoining proprietors and the expenses of keeping the same in good order shall be borne in equal proportions by the same.

To be sold at the parish church door of Saint François Xavier de Shefford, in the village of West Shefford and district of Bedford, on the THIRTIETH day of NOVEMBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHS. S. COTTON,

Sheriff's Office,	Sheriff.
Sweetsburg, 17th October, 1901.	3786
[First published, 26th October, 1901.]	

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Canada, Province de Québec, District d'Iberville. } DAME PHILOMENE GRATTON, veuve de feu Claude Melançon, en son No. 1015. } vivant de la cité de Montréal, district de Montréal, Edmond Melançon, agent, et P. Chrysologue Lacasse, notaire, tous deux des cités et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires administrateurs de la succession du dit feu Claude Melançon, Demandeurs ; contre CHARLES COCHRANE CORNILLE, de Saint-Hilaire, district de Saint-Hyacinthe, Défendeur.

Quatre lots de terre situés entre la rue Napier et une autre rue au bout ouest des dits lots, en la

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Canada, Province of Quebec, District of Iberville. } DAME PHILOMENE GRATTON, widow of late Claude Melançon, in No 1015. } his lifetime of the city of Montreal, district of Montréal, Edmond Melançon, agent, and P. Chrysologue Lacasse, notary, both of the city and district of Montreal, in their capacity of testamentary executors administrators of the estate of the said late Claude Melançon, Plaintiffs ; against CHARLES COCHRANE CORNILLE, of Saint Hilaire, district of Saint Hyacinth, Defendant.

Four lots of ground situated between Napier street and on other street at the west end of the

ville et le district d'Iberville, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville, sous les numéros quatre cent neuf, quatre cent dix, quatre cent douze et quatre cent treize (409, 410, 412 et 413)—avec une poterie, hangars et autres bâtisses y érigées, avec aussi les engins, bouilloires et les machineries qui sont immeubles par destination, conformément à l'article 379 du code civil du Bas-Canada.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint Athanase, dans le district d'Iberville, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 12 novembre 1901. 4277
[Première publication, 16 novembre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **LA BANQUE DE SAINT-**
No. 41. } **JEAN,** corps politique
dément incorporé, ayant son principal bureau et
place d'affaires en la ville de Saint-Jean, dans le
district d'Iberville, Demanderesse ; contre **MELE-**
SIPPE RAYMOND, cultivateur, ci-devant de la
paroisse de Saint-Sébastien, dans le district d'Iber-
ville, et maintenant de Southbrige, dans l'état de
Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, et
Henri Roy, cultivateur et commerçant, de la dite
ville de Saint-Jean, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur, Méléssippe
Raymond.

Les terres sises et situées sur le rang des Dus-
sault, en la paroisse de Saint-Sébastien, dans le
district d'Iberville, connues et désignées aux plan
et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de
Saint-Sébastien, sous les numéros neuf et onze (Nos
et 11), et comme faisant partie du lot numéro dix
(partie du No 10), des dits plan et livre de renvoi,
de la contenance, cette dite partie, de deux arpents
de largeur sur sept arpents de profondeur, et
bornée à l'est par le résidu du dit lot numéro dix, à
l'ouest par les terres de la troisième concession, au
nord par le lot numéro neuf susdit, et au sud par le
dit lot numéro onze. Le tout de la contenance d'en-
viron deux cent quatre-vingt-dix arpents en su-
perficie—avec maisons et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendues en un seul et même lot, à la
porte de l'église paroissiale de la susdite paroisse de
Saint-Sébastien, le DIX-HUITIEME jour de DE-
CEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-
midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 13 novembre 1901. 4279
[Première publication, 16 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Montréal

À VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et **HERITAGES** sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JOHN PARISH,** charpen-
No 1952. } tier, des cité et district
de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tène-
ments de **THOMAS BRERETON,** charretier, de la
ville de la Côte Saint-Paul, district de Montréal,
Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la ville de Saint-
Paul, dans le comté d'Hochelaga ; borné en front
par l'avenue Dufferin, connu et désigné sous le
numéro trois mille cinq cent trente et un (3531),

said lots, in the town and district of Iberville,
known and designated on the official plan and book
of reference of the said town of Iberville, under
the numbers four hundred and nine, four hundred
and ten, four hundred and twelve and four hundred
and thirteen (Nos. 409, 410, 412 and 413)—with a
pottery, store houses and other buildings thereon
erected, with also the engines, boilers and the
machineries which are immoveable by their desti-
nation, conformably to the article 379 of the civil
code of Lower Canada.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint Athanase, in the district of Iber-
ville, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER
next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint John's, 12th November, 1901. 4278
[First published, 16th November, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's to wit : } **LA BANQUE DE SAINT-**
No. 41. } **JEAN,** body politic and

corporate, having its principal place of business in
the town of Saint John's, in the district of Iber-
ville, Plaintiff ; against **MELESIPPE RAYMOND,**
farmer, heretofore of the parish of Saint Sébastien,
in the district of Iberville, and now of Southbridge,
in the state of Massachusetts, one of the united
states of America, and Henri Roy, farmer and
trader, of the said town of Saint John's, Défendants.

As belonging to the said defendant, Méléssippe
Raymond.

The farms lying and situated on the Dusseault
range, in the parish of Saint Sébastien, in the dis-
trict of Iberville, known and designated on the
official place and book of reference of the said
parish of Saint Sébastien, under the numbers nine
and eleven (Nos. 9 and 11), and as forming part of
the lot number ten (part of No. 10), of the said
plan and look of reference, containing this said
part two arpents in width by seven arpents in
depth, and bounded to the east by the remainder of
the said lot number ten, to the west by the lands
of the third concession, to the north by the lot
number nine aforesaid, and to the south by the said
lot number eleven. The whole containing about
two hundred and ninety arpents in superficies—
with houses and other buildings thereon erected.

To be sold in one and only lot, at the parochial
church door of the parish of Saint Sébastien afore-
said, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER
next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's office, Shérif.
Saint John's, 13th November, 1901. 4280
[First published, 16th November, 1901.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JOHN PARISH,** of the city
No. 1952. } and district of Montreal,
carpenter, Plaintiff ; against the lands and tene-
ments of **THOMAS BRERETON,** of the town of
Côte Saint Paul, district of Montreal, carter,
Defendant.

A lot of land situate and being in the village of
Saint Paul, in the county of Hochelaga ; bounded
in front by Dufferin avenue, known and described
as number three thousand five hundred and thirty-

des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal — avec une maison en bois et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 12 novembre 1901. 4237
[Première publication, 16 novembre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 2016. } **FRANCO CANADIEN**,
corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires en la cité et le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènement de JOHN FAIRBAIRN, ci-devant de Montréal, et maintenant de la ville de Westmount, district de Montréal, Défendeur.

Ce lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, désigné sous le numéro quinze cent quatre vingt-huit (1588), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine ; borné comme suit : en front au nord-ouest par la rue Sainte-Catherine, en arrière au sud-est par le lot officiel numéro quinze cent quatre-vingt-neuf (1589), du dit quartier, d'un côté au sud-ouest par la rue Guy, et de l'autre côté au nord-est par la propriété de A. McIntyre ou représentants—avec les bâtisses sus-érigées et avec tous les droits et accessoires y appartenant.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 22 octobre 1901. 4017-2
[Première publication, 26 octobre 1901.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Ottawa, à savoir : } **UBALDE GARAND ET**
No 1978. } **TANCREDE D. TERROUX**, tous deux banquiers, des cité et district de Montréal, et faisant affaires comme tels sous les nom et raison de Garand, Terroux & Cie, Demandeurs ; contre ROBERT HUGHES CONROY et WILLIAM JACKSON CONROY, tous deux de la ville d'Aylmer, dans le district d'Ottawa, et faisant affaires ensemble sous les nom et raison de R. & W. Conroy, Défendeurs, à savoir :

Les lots connus et désignés sous les numéros sept cent vingt-sept (727), sept cent vingt-huit (728), seize cent soixante-trois (1663), seize cent soixante-quatre (1664), seize cent soixante-cinq (1665), seize cent soixante-six (1666), seize cent soixante-sept (1667), seize cent soixante-huit (1668), seize cent soixante-neuf (1669), seize cent soixante-dix (1670), seize cent soixante-douze (1672), dix-sept cent un (1701), dix-sept cent deux (1702), dix-sept cent trois (1703), dix-sept cent quatre (1704), dix-sept cent cinq (1705), dix-sept cent six (1706), dix-sept cent sept (1707), dix-sept cent huit (1708), deux mille cent soixante-neuf (2169), seize, de la subdivision officielle du numéro deux mille vingt-un (2021-16) et deux, de la subdivision officielle du numéro deux

(3531), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with a wooden house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 12th November, 1901. 4238
[First published, 16th November, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 2016. } **FRANCO CANADIEN**,
a body politic and corporat., having its chief office and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOHN FAIRBAIRN, heretofore of Montreal, and now of the town of Westmount, district of Montreal, Defendant.

That certain lot of land situate in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, designated as number fifteen hundred and eighty-eight (1588), upon the official plan and in the book of reference of said Saint Antoine ward ; bounded as follows : in front to the north west by Sainte Catherine street, in rear to the south east by official lot number fifteen hundred and eighty-nine (1589), of said ward, on one side to the south west by Guy street, and on the other side to the north east by the property of A. McIntyre or representatives—with the buildings thereon erected and with all and every the rights and accessories to said lot belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 22nd October, 1901. 4018
[First published, 26th October, 1901.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montréal.

Ottawa, to wit : } **UBALDE GARAND AND TAN-**
No. 1978. } **CREDE D. TERROUX**, both bankers, of the city and district of Montreal, and doing business together as such under the name and style of Garand, Terroux & Co., Plaintiffs ; against ROBERT HUGHES CONROY and WILLIAM JACKSON CONROY, both of the town of Aylmer, in the district of Ottawa, and doing business together, under the name and style of R. & W. Conroy, Defendants, to wit :

The lots known and designated as the numbers seven hundred and twenty-seven (727), seven hundred and twenty-eight (728), sixteen hundred and sixty-three (1663), sixteen hundred and sixty-four (1664), sixteen hundred and sixty-five (1665), sixteen hundred and sixty-six (1666), sixteen hundred and sixty-seven (1667), sixteen hundred and sixty-eight (1668), sixteen hundred and sixty-nine (1669), sixteen hundred and seventy (1670), sixteen hundred and seventy-two (1672), seventeen hundred and one (1701), seventeen hundred and two (1702), seventeen hundred and three (1703), seventeen hundred and four (1704), seventeen hundred and five (1705), seventeen hundred and six (1706), seventeen hundred and seven (1707), seventeen

mille cent soixante-seize (2176-2), tous des plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Aylmer, dans le comté de Wright et district d'Ottawa—ensemble avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 11 novembre 1901. 4239
[Première publication, 16 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME NANCY LOUISA
District de Pontiac. } WRIGHT, veuve de
No 541. } feu John Scott, de la cité
de Hull, dans la province de Québec, requérante
ex parte, et Dame Janet Louisa Scott, de la cité de
Hull, dans la province de Québec, veuve de feu
Théodore Ellery Lord, John Scott, écuyer, aussi de
la cité de Hull, et Dame Jane Maria Alma Coutlée,
en sa qualité de tutrice de Lois Wright Scott, enfant
mineur issu de son mariage avec le dit feu William
Francis Scott, en son vivant aussi de la cité de
Hull, requérants par reprise d'instance; contre
PROPRIETAIRE INCONNU.

Toute cette étendue de terre connue comme lot
numéro dix-sept c (17 c), dans le cinquième rang du
canton d'Onslow, suivant les plan et livre de renvoi
officiels du dit canton.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement
dans le village de Bryson, le DIX-HUITIEME
jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de
l'avant-midi.

SIMON McNALLY,
Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 9 novembre 1901. 4266
[Première publication, 16 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ALBERT PAQUET, de la
No 1248. } paroisse de Saint-Charles-
des-Grondines, dans le comté de Portneuf, commer-
çant; contre "THE MONTREAL MILLING
COMPANY, LIMITED," compagnie formée pour la
fabrication et la vente de la fleur, ayant son principal
bureau d'affaires en la cité et le district de
Montréal, à savoir :

Partie du lot No 183 (cent quatre-vingt-trois), du
cadastre officiel pour la paroisse de Deschambault,
de trente-cinq pieds de front sur soixante-dix pieds
de profondeur, mesure anglaise; borné en front à
la route du troisième rang, en profondeur à la
veuve Albert de Lachevretière, du côté sud à Victor
Portelance, et du côté nord au terrain ci-après
décrit, étant un emplacement situé sur la route du

hundred and eight (1708), two thousand one hun-
dred and sixty-nine (2169), sixteen, of the official
subdivision of the number two thousand and
twenty-one (2021-16), and two, of the official sub-
division of the number two thousand one hundred
and seventy-six (2176-2), all of the official plan and
book of reference of the town of Aylmer, in the
county of Wright and district of Ottawa—with the
buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of
Hull, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER
next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 11th November, 1901. 4240
[First published, 16th November, 1901.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

In the Superior Court

Province of Québec, } DAME NANCY LOUISA
District of Pontiac. } WRIGHT, widow of
No. 541. } late John Scott, of the city
of Hull, in the province of Québec, *ex parte*,
petitioner, and Dame Janet Louisa Scott, of the
city of Hull, in the province of Québec, widow of
the late Théodore Ellery Lord, John Scott Esq.,
also of the city of Hull, and Dame Jane Maria Alma
Coutlée, in her capacity of tutrix to Lois Wright,
Scott, a minor issue of her marriage with the late
William Francis Scott, in his lifetime also of the city
of Hull, petitioners *par reprise distance*; against
UNKNOWN OWNER AND PROPRIETOR.

All that certain piece of land known as lot number
seventeen c (17 c), in the fifth range of the township
of Onslow, according to the official plan and the
book of reference for the said township.

To be sold at the registry office in the village of
Bryson, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER
next, at TEN o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 9th November, 1901. 4266
[First published, 16th November, 1901.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } ALBERT PAQUET, of the
No. 1248. } parish of Saint-Charles-des-
Grondines, in the county of Portneuf, trader,
against "THE MONTREAL MILLING COM-
PANY, LIMITED," a company formed for the fabri-
cation and sale of flour, having its chief office of
business in the city and district of Montreal, to wit :

Part of lot No. 183 (one hundred and eighty-
three), of the official cadastre for the parish of Des-
chambault, of thirty-five feet in front by seventy
feet in depth, english measure; bounded in front to
the by-road of the third range, in depth by widow
Albert de Lachevretière, on the south side by Victor
Portelance, and on the north side by the land
hereinafter described, being a lot situate on the by-

troisième rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf, le SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER, Shérif.
Bureau du Shérif, 4131 2
Québec, 31 octobre 1901.
[Première publication, 2 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit—Rimouski.

No 6057. } **J. A. TALBOT**, Demandeur ; vs. **J. SAMUEL LAVOIE**, Défendeur, savoir :

Tous les droits de défrichements, améliorations, préemptions, bâtisses et autres droits quelconques que le dit Samuel Lavoie a et peut avoir sur :

1° $\frac{1}{2}$ N. E., lot 24, 3e rang, canton Macpès, (No 24a, cadastre officiel du canton Macpès).

2° $\frac{1}{2}$ S. O., lot 4, 3e rang, canton Macpès (No 24b, cadastre officiel du canton Macpès), paroisse de Sainte-Blandine.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Blandine, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1901, à DIX heures A. M.

L. N. ASSELIN, Shérif.
Bureau du Shérif, 4281
Rimouski, 7 novembre 1901.
[Première publication, 16 novembre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Rimouski.

No 2686 } **AUGUSTE TESSIER**, Demandeur ; vs. **ETIENNE COTE**, Défendeur, savoir :

1° Un emplacement situé en la ville de Saint-Germain de Rimouski, étant le No 322, du cadastre officiel de la dite ville—avec bâtisses et beurrerie sus construites, et les machineries, engins, bouilloires, centrifuge, babcock, etc., en un mot, tout le matériel servant à l'exploitation et faisant partie de la dite beurrerie. A charge d'une rente annuelle de huit piastres, payable à F. F. Rouleau, écr., en vertu d'un certain acte, en date du 25 avril 1888, devant Mtre D. Bégin ; la dite rente devant être portée à \$18 par année, si le dit emplacement était employé pour autre fin que celle d'une beurrerie ou fromagerie.

2° Un lopin de terre situé au deuxième rang de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, contenant 90 pieds sur 90 pieds ; borné au nord et à l'est à L. J. Lepage, à l'ouest à la route, au sud au chemin de front, étant partie du lot 374, du cadastre officiel de la dite paroisse—avec bâtisse, poste d'écémage, bouilloire, séparateur, etc., en un mot, tout le matériel servant à l'exploitation et faisant partie du dit poste d'écémage. A charge d'une rente constituée de \$5.33 payable à L. J. Lepage, le 15 octobre chaque année, en vertu d'un acte passé le 2 septembre 1900, devant Belzile, N. P.

Pour être vendus, l'immeuble No 1, au bureau du shérif, à 10 heures A. M., l'immeuble No 2, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, à 10 $\frac{1}{2}$ heures A. M., le 26 NOVEMBRE 1901.

L. N. ASSELIN, Shérif.
Bureau du Shérif, 4033-2
Rimouski, 22 octobre 1901.
[Première publication, 26 octobre 1901.]

road of the third range—with the buildings thereon erected, circum-tances and dependancies.

To be sold at the church door of the parish of Deschambault, county of Portneuf, on the SIXTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER, Sheriff.
Sheriff's Office, 4132
Quebec, 31st October, 1901.
[First published, 2nd November, 1901.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court—Rimouski.

No. 6057. } **J. A. TALBOT**, Plaintiff ; vs. **J. SAMUEL LAVOIE**, Defendant, to wit :

All the rights of clearance, improvements, pre-emption, buildings and other rights whatsoever, which the said Samuel Lavoie has and may have on :

1. The N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 24, 3rd range, township Macpès, (No. 24a, official cadastre of the township Macpès)

2. The S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 4, 3rd range, township Macpès, (No 24b, official cadastre of the township Macpès), parish of Sainte Blandine.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Blandine, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER, 1901, at TEN o'clock A. M.

L. N. ASSELIN, Sheriff.
Sheriff's Office, 4282
Rimouski, 7th November, 1901.
[First published, 16th November, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Rimouski.

No. 2686 } **AUGUSTE TESSIER**, Plaintiff ; vs. **ETIENNE COTE**, Defendant, to wit :

1. A lot situate in the town of Saint Germain de Rimouski, being lot No. 322, of the official cadastre of the said town—with buildings and butter factory thereon erected, and the machinery, engines, boiler, centrifuge, babcock &c., in a word, all the material used for operation and forming part of the said butter factory. Subject to the charge of an annual rent of eight dollars, payable to F. F. Rouleau, Esq., under a certain deed, dated the 25th of April, 1888, before Mtre D. Bégin ; said rent to be fixed at \$18.00 a year, if the said lot was used for any other purposes than those of a butter or cheese factory.

2. A lot of land situate in the second range of the parish of Saint Germain de Rimouski containing 90 feet by 90 feet ; bounded on the north and on the east by L. J. Lepage, on the west by the by-road, on the south by the front road, being part of lot 374, of the official cadastre of the said parish—with a creamery establishment, boiler, separator, &c., in a word, all the material used to operate and forming part of the said creamery. Subject to the charge of a constituted rent of \$5.33 payable to L. J. Lepage, on the 15th of October every year, under a deed passed on the 2nd of September, 1900, before Belzile, N. P.

To be sold, lot No. 1, at the sheriff's office, at 10 A. M., and lot No. 2, at the church door of the parish of Saint Germain de Rimouski, at 10.30 A. M., on the 26th of NOVEMBER, 1901.

L. N. ASSELIN, Sheriff.
Sheriff's Office, 4034
Rimouski, 22nd October, 1901.
[First published, 26th Octob

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit, pour le district de Montréal, Saint-François, à savoir : } **WILLIAM WILCOCK WILBRENNER**, Demandeur ; vs. **EDGAR MONRO**, Défendeur.

Trois morceaux ou lots de terre situés dans le canton de Dudswell, dans le comté de Wolfe, district de Saint-François, connus et désignés comme suit :

1° Lot numéro dix A (No 10 A), dans le huitième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Dudswell, contenant cent cinq acres, une vergée et six perches en superficie—circonstances et dépendances.

2° Lot numéro douze (No 12), dans le huitième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Dudswell, contenant deux cent douze acres, une vergée et dix perches en superficie—circonstances et dépendances.

3° Lot numéro treize (No 13), dans le huitième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Dudswell, contenant deux cent douze acres, trois vergées et neuf perches en superficie—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Adolphe de Dudswell, le **VINGT-SIXIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 23 octobre 1901. [Première publication, 26 octobre 1901.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

In the Circuit Court, for the district of Montreal, Saint Francis, to wit : } **WILLIAM WILCOCK WILBRENNER** Plaintiff ; vs. **EDGAR MONRO**, Defendant.

Three pieces or lots of land situate in the township of Dudswell, in the county of Wolfe, district of Saint Francis, known and designated as follows :

1. Lot number ten A (No. 10 A), in the eighth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Dudswell, containing one hundred and five acres, one rood and six perches in superficies — with the appertences thereunto belonging.

2. Lot number twelve (No. 12), in the eighth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Dudswell, containing two hundred and twelve acres, one rood and ten perches in superficies — with the appertences thereunto belonging.

3. Lot number thirteen (No. 13), in the eighth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Dudswell, containing two hundred and twelve acres, three roods and nine perches in superficies — with the appertences thereunto belonging.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Adolphe of Dudswell, on the **TWENTY-SIXTH** day of **NOVEMBER** next, at **ONE** of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 23rd October, 1901. [First published, 26th October, 1901.]

Avis de Faillites

Province de Québec }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 394.

In re Joseph Ruel, de Saint-François Xavier de Brompton, Failli.

Avis est par le présent donné que le 11e jour de novembre 1901, le dit Joseph Ruel a fait un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Saint-François.

J. P. ROYER,
Gardien provisoire. 4275

12 novembre 1901.

Province de Québec, }
District de St-François. } *Cour Supérieure.*
No 386.

Willard G. Cross et al., Demandeurs ;

James E. Webater, vs Défendeur et failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au deuxième jour de décembre 1901, après, laquelle date les dividendes (28 cts. dans la piastre sur réclamations assermentées), seront payables dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 14 novembre 1901. 4273

Bankrupt Notices

Province of Quebec }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 394.

In re Joseph Ruel, of Saint François Xavier de Brompton, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 11th day of November, 1901, the said Joseph Ruel has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Saint Francis.

J. P. ROYER,
Provisional guardian. 4276

12th November, 1901.

Province of Quebec, }
District of St. Francis. } *Superior Court.*
No. 386.

Willard G. Cross et al., Plaintiffs ;

James E. Webater, vs Defendant and insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the second day of December, 1901, after which date dividends (28 cts. on the dollar on sworn claims), will be payable at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.

Sherbrooke, 14th November, 1901. 4274

Province de Québec, }
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de J. Thomas Côté, de Chicoutimi,
 marchand, Failli.
 Avis est donné qu'un deuxième bordereau de divi-
 dende a été déclaré en cette affaire, et sera payable
 à notre bureau, No 48, rue Saint-Pierre, Québec, le
 ou après le 3 décembre 1901.
 Toute contestation au dit dividende devra être
 produite avant la dite date.
 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 Curateurs conjoints.
 Québec, 15 novembre 1901. 4283

Province of Quebec, }
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
 In the matter of J. Thomas Côté, of Chicoutimi,
 merchant, Insolvent.
 Notice is hereby given that a second dividend sheet
 has been prepared in this matter, and will be payable
 at our office, No. 48, Saint Peter street, Quebec, on
 or after the 3rd of December, 1901.
 Any contestation to the said dividend must be
 filed before the said date.
 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 Joint curators.
 Quebec, 15th November, 1901. 4284

Règles de Cour

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 282.
 Le douzième jour de novembre 1901.
 Présent : L'honorable juge LEMIEUX.
 Jason L. Heath, du township de Stanstead, dans
 le district de Saint-François, cultivateur,
 Demandeur ;
 vs
 O. W. Perry, du township de Barnston, dans le
 district de Saint-François, Défendeur ;
 et
 Daniel S. Sanborn, de la cité de New-York, dans
 l'état de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amé-
 rique, Opposant.
 Il est ordonné, sur motion de l'opposant, que les
 créanciers du défendeur produisent leurs réclama-
 tions contre le défendeur, au bureau du protonotaire
 de cette cour, en la ville de Sherbrooke, dans cette
 cause, dans les quinze jours de la date de la
 première insertion de la présente ordonnance, dans
 la *Gazette Officielle*.
 GENEST & FRASER,
 P. C. S.
 ST. PIERRE & VERRÉT,
 Procureurs de l'opposant. 4289

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 63.
 Le douzième jour de novembre 1901.
 Présent :—L'honorable juge LEMIEUX.
 Prosper A. Bissonnet, du village de Stanstead Plain,
 dans le district de Saint-François, marchand,
 Demandeur ;
 vs
 Arthur M. Wood, de la ville de Coaticook, dans le
 dit district de Saint-François, Défendeur ;
 et
 Thomas Henry Kennedy, de West Shefford, dans le
 comté de Shefford, district de Bedford, commer-
 çant, Opposant.
 Il est ordonné, sur motion de l'opposant, que les
 créanciers du défendeur produisent leurs réclama-
 tions contre le défendeur, au bureau du protonotaire
 de cette cour, en la ville de Sherbrooke, dans
 cette cause, dans les quinze jours de la date de la
 première insertion, dans la *Gazette Officielle* de la
 présente ordonnance.
 GENEST & FRASER,
 P. C. S.
 ST. PIERRE & VERRÉT,
 Procureurs de l'opposant. 4287

Rules of Court

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 282.
 The twelfth day of November, 1901.
 Present: the Honorable Mr. justice LEMIEUX.
 Jason L. Heath, of the township of Stanstead, in
 the district of Saint Francis, farmer,
 Plaintiff ;
 vs.
 O. W. Perry, of the township of Barnston, in the
 district of Saint Francis, Defendant ;
 and
 Daniel S. Sanborn, of the city of New York, in the
 state of New York, one of the United States of
 America, Opposant.
 It is ordered, on motion on behalf of opposant,
 that the creditors of defendant do file their claims
 against defendant, in the office of the prothonotary
 of this court, at the city of Sherbrooke, in this cause,
 within fifteen days from the date of the first inser-
 tion, in the *Official Gazette* of the present order.
 GENEST & FRASER,
 P. S. C.
 ST. PIERRE & VERRÉT,
 Attorneys for opposant. 4290

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 63.
 The twelfth day of November, 1901.
 Present :—The Honorable Mr. Justice LEMIEUX.
 Prosper A. Bissonnet, of the village of Stanstead
 Plain, in the district of Saint Francis, merchant,
 Plaintiff ;
 vs
 Arthur M. Wood, of the town of Coaticook, in said
 district of Saint Francis, Defendant ;
 and
 Thomas Henry Kennedy, of West Shefford, in the
 county of Shefford, district of Bedford, trader,
 Opposant.
 It is ordered, on motion on behalf of opposant,
 that the creditors of defendant do file their
 claims against defendant, in the office of the protho-
 notaro of this court, at the city of Sherbrooke, in
 this cause, within fifteen days from the date of first
 insertion, in the *Official Gazette* of the present
 order.
 GENEST & FRASER,
 P. S. C.
 ST. PIERRE & VERRÉT,
 Attorneys for opposant. 4288

Licitation

Province de Québec,
District de Bedford.
No 6853.

Cour Supérieure.

Avis est donné par les présentes qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, siégeant dans le village de Sweetburg, dans le district de Bedford, le onzième jour de novembre courant 1901, dans une cause sous le numéro 6853, dans laquelle George W. Sisco, hôtelier, du village de Cowansville, dans le dit district de Bedford, est Demandeur; et John Lauder, chirurgien-dentiste, du village de Cowansville, dans le district de Bedford, en sa qualité de tuteur *ad hoc* nommé à Archie Lee Sisco, enfant mineur issu du mariage de feu Benjamin C. Sisco, en son vivant hôtelier, du canton de Potton, dans le dit district de Bedford, et Della Gertrude Stone, son épouse, tous deux décédés; Georgia A. Nutting, du canton de Sutton, dans le dit district de Bedford, veuve de feu David J. Sisco, en son vivant hôtelier, du dit canton de Sutton, décédé, en sa qualité de tutrice dument nommée à Lynn Wilkie Sisco, enfant mineur issu de son mariage avec le dit feu David J. Sisco; et Leman G. Green, hôtelier, du village de Knowlton, dans le dit district de Bedford, sont Défendeurs, ordonnant la vente par licitation, comme propriétés séparées, certain immeuble et dépendances avec ameublement faisant partie de la dite propriété immobilière, décrite comme suit, savoir :

1^e Cette étendue de terre connue et désignée comme lot numéro quatre cent cinquante-deux (452), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Potton, supposée contenir un demi acre de terre en superficie—ensemble avec l'hôtel et autres bâtisses dessus construites; à distraire du coin nord-est du dit demi acre de terre, une étendue de trente pieds de largeur et soixante pieds de longueur; bornée à l'est par la rue Principale faisant nord et sud dans Mansonville, au nord par une terre possédée par Nelson Boright ou représentants, au sud et à l'ouest par la dite terre achetée des héritiers et représentants de feu James Manson, avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites; seront aussi compris dans la vente du dit immeuble la propriété connue plus particulièrement comme la "Mansonville hotel property", les biens meubles et effets contenus et destinés au dit hôtel, tels que énumérés aux pages de 11 à 18 inclusivement, de l'inventaire déposé dans cette cause comme exhibit No 4 du demandeur, sous les Nos de 1 à 145 inclusivement.

2^e Cette étendue de terre sise et située dans le dit village de Cowansville, formant partie des lots numéros quarante-neuf et cinquante-cinq (49 et 55), des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Cowansville; bornée en front au sud, partie par le chemin public et partie par les terres de Linus L. Chandler et madame Susan A. Browne, en arrière, au nord, à la terre de George B. Baker, d'un côté à l'est par la ligne est du dit lot numéro 49, et le résidu du dit lot numéro 55, et de l'autre côté à l'ouest, partie par un autre chemin public, et partie par les terres de Thomas Babister, George Johnson, John Seale et Linus L. Chandler, contenant environ quatre acres de terre en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—ensemble avec une maison en bois à trois étages occupée comme hôtel, une grange et autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances, connue plus particulièrement connue "The Cowansville hotel property", seront aussi compris dans la vente, les biens, meubles et effets, contenus et destinés au dit hôtel, tels que énumérés dans le dit inventaire aux pages 28 à 42 inclusivement, sous les numéros de 1 à 180 inclusivement d'icelui.

3. (a) Le lot de terre et la propriété de l'hôtel

Licitation

Province of Quebec,
District of Bedford.
No 6853.

Superior Court.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court for the province of Quebec, sitting at the village of Sweetburg, in the district of Bedford, on the eleventh day of November instant (1901), in a cause under number 6853, in which George W. Sisco, of the village of Cowansville, in the said district of Bedford, hotel keeper, is Plaintiff; and John Lauder, of the village of Cowansville, in the district of Bedford, surgeon dentist, in his quality of tutor *ad hoc* duly appointed of Archie Lee Sisco, minor child, issue of the marriage of the late Benjamin C. Sisco, in his lifetime hotel keeper, of the township of Potton, in said district of Bedford, and Della Gertrude Stone, his wife, both deceased; Georgia A. Nutting, of the township of Sutton, in said district of Bedford, widow of the late David J. Sisco, in his lifetime of said township of Sutton, hotel keeper, deceased, in her quality of tutrix duly appointed to Lynn Wilkie Sisco, minor child, issue of her marriage with the said late David J. Sisco, and Leman G. Greene, of the village of Knowlton, in said district of Bedford, hotel keeper, are Defendants, ordering the sale by way of licitation, as separate hotel properties, certain immoveable property garishing and pertaining to said immoveable property described as follows, to wit:

1. That certain piece or parcel of land known and designated as lot number four hundred and fifty-two (452), of the official plan and book of reference of the said township of Potton, supposed to contain one half acre of land in superficies—together with the hotel and other buildings thereon erected and made, save and except therefrom a piece of land, and out of the north east corner of said one half acre thirty feet wide and sixty feet long; bounded on the east by the Main street, leading north and south through Mansonville, on the north by land owned by Nelson Boright or representatives, and south and west by said land purchased from the heirs and representatives of the late James Manson; with the buildings and improvements thereon erected and made, comprising, and to be sold with said immoveable property, known for convenience sake as the "Mansonville hotel property", the moveable property and effects furnishing and pertaining to the same described in pages 11 to 18 inclusive, of the inventory filed in this cause as plaintiff's exhibit No. 4, under Nos 1 to 145 inclusive.

2. That certain piece or parcel of land situate lying and being in the said village of Cowansville, forming part of lots numbers forty-nine and fifty-five (49 and 55), of the official plan and book of reference of the said village of Cowansville; bounded in front on the south, partly by the highway, and partly by the lands of Linus L. Chandler and Mrs. Susan A. Browne, in rear on the north by land of George B. Baker, on one side to the east by the east line of said lot number 49, and the residue of said lot number 55, and on the other side to the west, partly by another highway, and partly by lands of Thomas Babister, George Johnson, John Seale and Linus L. Chandler, containing about four acres of land in superficies, more or less, without warranty as to contents—together with a three story wooden building used and occupied as a hotel, a barn and other buildings thereon erected, and other the appurtenances thereunto belonging, known for convenience sake as the "Cowansville hotel property", comprising and to be sold therewith, the moveable property and effects furnishing and pertaining to the same, described in said inventory, in pages 28 to 42, inclusive under numbers 1 to 180, inclusive thereon.

3. (a) The lot of land and hotel property lying

sis et situés dans le dit village de Knowlton, connus et désignés comme lot de terre numéro mille cent quatre-vingt-neuf (1189), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Brome, dans le dit district de Bedford, supposé contenir un acre et soixante-centièmes (1 60/100) d'un acre de terre en superficie, plus ou moins, (à distraire d'icelui.) 1. Une petite étendue de terre vendue par un nommé Eugène Albee à un nommé Charles E. Hall, par acte de vente dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Brome, sous le No 21,658, et 2° une autre petite étendue de terre, vendue à un nommé Henry F. Smith, par acte de vente dûment enregistrée dans le dit bureau d'enregistrement sous le No 23,793, Vol. 40, page 227), et (b) une autre étendue de terre de forme triangulaire, faisant partie du lot de terre numéro mille cent quatre-vingt-onze (1191), des dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Brome, commençant à un point sur la ligne ouest du dit lot, laquelle est aussi la ligne est du lot numéro 1189, à la distance de cent deux pieds et sept pouces du coin sud ouest du dit lot numéro 1191, sur lequel est le poteau au coin sud-est du lot numéro 1189; de là, courant nord, sur la dite ligne ouest du lot, cent soixante quatre pieds et sept pouces jusqu'au poteau du coin nord-ouest de la terre d'un nommé Henry P. Hall; de là, courant dans une direction sud-est sur la ligne de division entre les terres possédées par le dit Henry P. Hall et la terre d'une nommée Ann Mary Hall et de Thomas E. Miller, cinquante six pieds; de là, sud-ouest, dans une ligne droite jusqu'au point de départ, tel que le tout se poursuit et comporte: bornée à l'ouest par le dit lot numéro 1189, au nord aux terres de la dite Mary Ann Hall et Thomas E. Miller, et du côté sud-est par le dit Henry P. Hall—avec ensemble l'hôtel, granges et autres bâtiments dessus construits. Le tout pour être vendu comme étant une seule propriété, et connu plus particulièrement comme "Knowlton Hotel property," aussi pour être vendu ensemble les meubles et effets dans et destinés au dit hôtel, tel que énumérés aux pages du dit inventaire de 59 à 67 inclusivement, sous les numéros de 1 à 54 inclusivement.

4° Les meubles et effets mobiliers servant à l'exploitation du dit hôtel "Knowlton hotel property" en dernier lieu ci-dessus mentionnés, et appartenant à la ci-devant société de Greene et Sisco, et décrits aux pages de 52 à 59, sous les numéros de 1 à 115 du dit inventaire, seront aussi vendus par encan public, en même temps que l'immeuble connu comme le susdit "Knowlton hotel property", et ce, avec les mêmes formalités requises et observées pour la vente des autres propriétés ci-dessus mentionnées.

Les divers immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TROISIEME jour de JANVIER prochain (1902), à ONZE heures de l'avant-midi, cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice, dans le dit village de Sweetsburg; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposée au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

AMYRAULD & DUFFY,
Procureurs du requérant.
Sweetsburg, 12 novembre 1901. 4291
[Première publication, 16 novembre 1901.]

and being in said village of Knowlton, known and designated as lot of land number one thousand one hundred and eighty-nine (1189), of the official plan and book of reference of the township of Brome, in said district of Bedford, supposed to contain one acre and sixty hundredths (1 60/100) of an acre of land in superficies, more or less, (save and except there from). 1. A small piece of land sold by one Eugene Albee to one Charles E. Hall, by deed of sale duly registered in the Brome county registry office, under No. 21,658, and 2. another small piece of land sold to one Henry F. Smith, by deed of sale duly registered in said registry office under No. 23,793, Vol. 40 page 227), and (b) another piece of land of a triangular shape, forming part of the lot of land number one thousand one hundred and ninety one (1191), of said official plan and book of reference of said township of Brome, beginning at a point on the west line of said lot, which is also the east line of lot number 1189, at the distance of one hundred and two feet and seven inches from the south-west corner of said lot number 1191, which is the south east corner post of lot number 1189, then running northerly on said west line of lot, one hundred and sixty-four feet and seven inches to the north west corner post of one Henry P. Hall's land; thence, running in a south easterly direction on the division line between lands owned by said Henry P. Hall, and the land of one Ann Mary Hall and Thomas E. Miller, fifty-six feet; thence, south westerly on a straight line to the place of beginning, be the contents thereof what it may; bounded on the west, by said lot number 1189, on the north by said Mary Ann Hall and Thomas E. Miller's lands, and on the south easterly side by said Henry P. Hall's lands—together with the hotel, barns and all other outbuildings thereon erected and made, the whole to be sold as one property, known for convenience sake as the "Knowlton hotel property," comprising and to be sold therewith the moveable property and effects furnishing and pertaining to the same, described in pages 59 to 67 inclusive, under numbers 1 to 54 inclusive of said inventory.

4. The moveable property and effects used in the operating and carrying on, of the said "Knowlton hotel property" lastly above mentioned and described, belonging to the late firm of Greene and Sisco, and described in pages 52 to 59, under numbers 1 to 115, of said inventory, shall likewise be sold at public auction at the same time as the said immovable property known as said "Knowlton hotel property," and under the same formalities required to be observed in the sale of the other properties herein mentioned.

The several properties above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the THIRD day of JANUARY next (1902), at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house in the said village of Sweetsburg; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,
P. S. C.

AMYRAULD & DUFFY,
Attorneys for plaintiff.
Sweetsburg, 12th November, 1901. 4292
[First published, 16th November, 1901.]

*In l'x de la Gazette Officielle de
Québec, No. 46*

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 46*

ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :—*Demande d'—*Divers lots de Kingsey Falls, cité de Drummond à Kingsey, 2139.

ANNONCEURS :—*Avis aux* :—Concernant avis, etc., 2135.

BILLS PRIVÉS, P. FÉDÉRAL :—*Avis au sujets des* :—Sénat et Chambres des Communes, 2137.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des* :—Assemblée législative, 2141 ; Conseil législatif, 2140.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Hubert Alexandre McCrea, 2143 ; Incorporer "The Montreal Medico Churgical Society", 2143 ; Percy Clare Du Boyce, 2143.

ÉTAT :—*Dépenses d'élection* :—N. Dion, Comté de Québec, 2148.

Ratifier un acte de vente :—Dme Auclair et al, 2144.

Député élu :—District électoral de Québec, Cyrille F. Delage, 2135.

ÉCOLE DISSIDENTE DISSOUE :—Municipalité scolaire de Cameron, cité d'Ottawa, 2139.

FAILLIS :—Côté, 2160 ; Dionne, 2149 ; Lepine, 2148 ; Montambault & Moreau, 2150 ; Plante, 2149 ; Provost, 2149 ; Quebec China Hall, 2148 ; Reid, 2149 ; Rioux, 2150 ; Ruel, 2159 ; Scully, 2149 ; Soucy, 2150 ; Webster, 2159.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—La Cie d'Imprimerie du Bulletin du Travail, 2144 ; La Cie d'Imprimerie de Shawinigan Falls, 2146 ; La Cie du téléphone Saint-Laurent, 2145 ; The Crown Laundry Coy, 2144.

LICITATIONS :—Kelly et al vs Dme Kelly et al, 2151 ; Sisco vs Lauder et al, 2161 ; Stephens vs Stephens & Meighen, 2151.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : Demande d'ériger en :—Sainte-Sabine, comté d'Iberville et Missisquoi, 2136.

NOMINATIONS :—*Commissaires conjoints des incendies* :—Cité de Montréal, 2135 ; Principal de l'école normale Jacques-Cartier, 2135.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 2136.

RÈGLES DE COUR :—Bissonnet vs Wood, 2160 ; Heath vs Perry, 2160 ; McLeod vs Blais et al, 2150.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Belec vs Belisle, 2147 ; Boily vs Genest, 2147 ; Desmarais vs Jourdain, 2147 ; Tardy vs Laperrière, 2146 ; Cull vs Martel, 2147 ; Lanin vs Ledoux, 2147 ; Welch vs Colburn, 2147.

FERRÉS DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc* :—Adstock, 2137 ; Armand, 2137 ; Ashburton, 2137 ; Lambton, 2137 ; Metgermette, 2137.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :—Provencher vs Provencher, 2152.

BEDFORD :—England et al vs Scott, 2152 ; Nutting vs Joyal, 2153.

MUNICIPALITY ANNEXED :—*Applying for* :—Several lots of Kingsey Falls, county of Drummond, to Kingsey, 2139.

ADVERTISERS :—*Notice to* :—Respecting notices &c., 2135.

PRIVATE BILLS, FEDERAL P. :—*Notices respecting the* :—Senate and House of Commons, 2137.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the* :—Legislative Assembly, 2107 ; Legislative Council, 2140.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Hubert Alexandre McCrea, 2153 ; To incorporate "The Montreal Medico Churgical Society", 2143 ; Percy Clare Du Boyce, 2143.

STATEMENT :—*Election expenses* :—N. Dion, County of Quebec, 2148.

Ratifying a deed of sale :—Dme Auclair et al, 2144.

Member elected :—Electoral district of Quebec, Cyrille F. Delage, 2132.

DISSIDENT SCHOOL DISSOLVED :—School municipality of Cameron, city of Ottawa, 2139.

INSOLVENTS :—Côté, 2160 ; Dionne, 2149 ; Lepine, 2148 ; Montambault & Moreau, 2150 ; Plante, 2149 ; Provost, 2149 ; Quebec China Hall, 2148 ; Reid, 2149 ; Rioux, 2150 ; Ruel, 2159 ; Scully, 2149 ; Soucy, 2150 ; Webster, 2159.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—La Cie d'Imprimerie du Bulletin du Travail, 2144 ; La Cie d'Imprimerie de Shawinigan Falls, 2146 ; La Cie du téléphone St-Laurent, 2145 ; The Crown Laundry Coy, 2144.

LICITATIONS :—Kelly et al vs Dme Kelly et al, 2151 ; Sisco vs Lauder et al, 2161 ; Stephens vs Stephens & Meighen, 2151.

SCHOOL MUNICIPALITY : Application to erect in :—Sainte Sabine, county of Iberville and Missisquoi, 2136.

NOMINATIONS :—*Fire joint commissioners* :—City of Montreal, 2135 ; Principal de l'école normale Jacques Cartier, 2135.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 2136.

RULES OF COURT :—Bissonnet vs Wood, 2160 ; Heath vs Perry, 2160 ; McLeod vs Blais et al, 2150.

SÉPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Belec vs Belisle, 2147 ; Boily vs Genest, 2147 ; Desmarais vs Jourdain, 2147 ; Tardy vs Laperrière, 2146 ; Cull vs Martel, 2147 ; Lanin vs Ledoux, 2147 ; Welch vs Colburn, 2147.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc* :—Adstock, 2137 ; Arm nd, 2127 ; Ashburton, 2137 ; Lambton, 2137 ; Metgermette, 2137.

SHERIFFS SALES

ARTHABASKA :—Provencher vs Provencher, 2152.

BEDFORD :—England et al vs Scott, 2152 ; Nutting vs Joyal, 2153.

IBERVILLE :—Gratton *et al* vs Corneille, 2154 ; La Banque Saint-Jean vs Raymond & Roy, 2155.

MONTREAL :—Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Fairbain, 2156 ; Parish vs Breton, 2155.

OTTAWA :—Garand *et al* vs Conroy *et al*, 2156.

PONTIAC :—Dme Wright *et al* vs Propriétaire inconnu, 2157.

QUÉBEC :—Paquet vs The Montreal Milling Coy, 2157.

RIMOUSKI :—Talbot vs Lavoie, 2158 ; Tessier vs Côté, 2158.

SAINT-FRANÇOIS :—Wilbrenner vs Munro, 2159.

IBERVILLE :—Gratton *et al* vs Corneille, 2154 ; La Banque Saint Jean vs Raymond & Roy, 2155.

MONTREAL :—Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Fairbain, 2156 ; Parish vs Breton, 2155.

OTTAWA :—Garand *et al* vs Conroy *et al*, 2156.

PONTIAC :—Dme Wright *et al* vs Proprietor unknown, 2157.

QUEBEC :—Paquet vs The Montreal Milling Coy, 2157.

RIMOUSKI :—Talbot vs Lavoie, 2158 ; Tessier vs Côté, 2158.

SAINT FRANCIS :—Wilbrenner vs Munro, 2159: